

Pierre Joye

**ESPAGNE 1978**



Ludo Abicht

**Marxisme  
et imagination  
scientifique**

Claude Renard

**40.000 emplois  
pour  
la Wallonie**

# CAHIERS MARXISTES

**revue mensuelle**

Nouvelle série — N° 45 (64)

9<sup>me</sup> année — mai 1978

### Sommaire

Hommage à Jean Terfve	p. 1
Claude Renard 40.000 emplois pour la Wallonie	p. 3
Pierre Joye Espagne 1978	p. 10
Ludo Abicht Marxisme et imagination scientifique	p. 23
Diagonales Une nouvelle loi unique — « Tribunes socialistes » — Violence des lois — Chili présent	p. 31
Un document Propositions communistes pour une autre politique culturelle	p. 38
Livres	p. 43
Revue des revues	p. 46

**Comité de patronage** : Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville, Jean Terfve ●

**Comité de rédaction** : Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Augustin Duchateau, Serge Govaert, Pierre Joye, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Claude Renard, Christian Vandermotten, Jean-Paul Vankeerberghen, Benoît Verhaegen.

**Rédacteur en chef** : Rosine Lewin

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte



L'an dernier, à l'occasion de son 70ème anniversaire, nous assurions Jean Terfve de notre affectueuse gratitude, et nous lui disions notre espoir de voir notre collaboration se prolonger longtemps encore.

Nos vœux ont été vains. Jean Terfve vient de mourir à Bruxelles, après quelques semaines d'hospitalisation.

Cette disparition a été ressentie douloureusement par les innombrables amis que comptait Jean Terfve. Elle prive le Parti communiste de Belgique d'un dirigeant respecté et prestigieux, les Cahiers marxistes d'un conseiller irremplaçable.

Nous garderons le souvenir d'un camarade attentif aux problèmes de la revue, d'un militant qui connaissait admirablement ses dossiers, d'un ami gouaillier et fraternel.

## **RECTIFICATIONS**

Dans la livraison d'avril dernier des CM, des coquilles ont dénaturé le sens de deux phrases.

Une première fois dans l'article intitulé « Vue interne du plan Spitaels », page 11, 5<sup>e</sup> alinéa. Il faut lire « Voici un chômeur convoqué à l'ONEm ».

Une seconde fois dans l'article « Santé et socialisme : l'expérience de la RDA », page 30, 8<sup>e</sup> alinéa. Il faut lire (en Belgique) « ... l'assurance-maladie invalidité ne couvre que la médecine curative ».

## 40.000 emplois pour la Wallonie

Le but du « plan d'urgence 40.000 emplois pour la Wallonie » élaboré et défendu par le Parti communiste de Belgique est de contrecarrer dans l'immédiat l'aggravation du chômage et de créer ainsi les conditions d'un véritable redressement économique.

Car pour nous, contrairement à ce que pensent la classe dirigeante et ses technocrates, il ne peut y avoir un réel redressement économique que si la situation de l'emploi s'améliore réellement.

Nous sommes conscients du fait qu'un tel redressement implique la mise en œuvre d'une nouvelle politique économique et sociale — disons : d'une nouvelle politique tout court.

La crise est structurelle. Nous l'avons dit les premiers. Aujourd'hui, plus personne ne le nie.

Mais, pour combattre sérieusement une crise structurelle, il faut apporter des changements sérieux dans les structures économiques elles-mêmes. Une politique économique et sociale qui n'agit pas dans ce sens ne peut rien changer au cours de la crise.

C'est justement ce que nous reprochons à la politique de W. Claes et de G. Spitaels; nous lui reprochons de passer à côté des vrais problèmes de la crise et en même temps, de créer des illusions...

Le gouvernement actuel, parce qu'il est dominé par la droite, est foncièrement incapable de procéder à de véritables réformes de structure économiques et sociales, dans la mesure même où de telles réformes mettraient en cause la domination des puissances financières qui font la pluie et le beau temps dans ce pays.

## **UN CHANGEMENT GLOBAL**

Il nous paraît donc évident que la solution définitive des problèmes de la crise est liée à un changement global de politique, à l'émergence d'un pouvoir politique capable de faire prévaloir l'utilité sociale sur les intérêts monopolistes et à l'échelle du pays et à l'échelle de ses régions.

Sur le plan wallon, cela signifie la constitution d'un pouvoir régional démocratique disposant de compétences et de moyens réels pour s'attaquer aux difficultés particulièrement graves que la crise du système capitaliste a engendrées dans notre région.

De ce point de vue, nous disons que les accords dits du Stuyvenberg valent exactement, dans le domaine de la régionalisation, ce que valent les plans Claes et Spitaels dans le domaine économique et social. Ils participent d'une politique qui ne résoudra rien, tout en créant des illusions.

Politiquement, ces illusions sont encore largement répandues et nous ne les sous-estimons pas.

Néanmoins, nous constatons que les travailleurs ne restent pas les bras croisés devant les conséquences de la crise, l'aggravation du chômage, les licenciements, le démantèlement de secteurs entiers de l'économie.

Une des caractéristiques importantes de ces luttes est que les travailleurs y déjouent souvent le piège qu'on leur tend et qui consiste, de la part du patronat, à essayer de les enfermer dans le faux dilemme : ou l'augmentation des salaires ou la réduction du temps de travail.

Faux dilemme. Une nouvelle répartition du travail disponible est rendue nécessaire par la dure réalité du chômage. D'autre part et en même temps, il est clair que la protection du pouvoir d'achat joue un rôle déterminant dans la lutte contre le chômage, à sa source. C'est du pouvoir d'achat des masses que dépend en fin de compte la capacité du marché intérieur d'absorber les produits de l'industrie et, par conséquent, de soutenir la production et le commerce.

Donc, les travailleurs ne restent pas les bras croisés. Il y a des luttes nombreuses et elles ont tendance à se multiplier. Cette tendance a des répercussions positives au niveau de la FGTB et du Front commun syndical. Je pense en particulier à la récente journée de mobilisation des militants de l'Interrégionale de la FGTB et aux perspectives qui s'y rattachent : celle d'une action interprofessionnelle qui seule peut garantir des succès décisifs et qui est d'ailleurs liée à l'idée d'une conférence économique et sociale wallonne.

## **EN TOUTE INDEPENDANCE**

Nous croyons que c'est le bon chemin, mais qu'il faut le suivre jusqu'au bout.

En d'autres termes, nous croyons que les travailleurs ne sont pas du tout condamnés à subir les conséquences de la crise et qu'ils peuvent obtenir de bons résultats, même dans l'immédiat, si leur action unie et organisée se développe en toute indépendance.

C'est ainsi qu'ils « décrocheront » les appuis politiques dont ils ont besoin et qui leur manquent encore en raison des blocages créés à gauche par la solidarité gouvernementale, — solidarité qui joue à l'avantage de la droite.

Mais le développement de cette action serait, pensons-nous, très handicapé au départ si on ne lui donnait tout de suite des perspectives politiques précises, accessibles, mobilisatrices.

Les travailleurs en lutte ont en effet besoin non pas de déclarations générales « de gauche », mais d'appuis politiques à des revendications transformatrices qui s'affirment et se précisent dans leur lutte pour la défense de l'emploi, face au grand patronat et face au gouvernement de M. Tindemans.

C'est précisément ce que fait le parti communiste avec son plan d'urgence.

C'est un plan wallon.

Il indique les possibilités d'embauche et il propose des objectifs pour la Wallonie, mais en les situant, bien entendu, dans un cadre national : 100.000 emplois nouveaux pour l'ensemble du pays.

Cent mille emplois nouveaux, c'est la proposition faite par le PSB pendant la campagne électorale. Oui, nous l'avons reprise à notre compte. Mais nous l'avons prise, nous, au sérieux; nous l'avons vérifiée et précisée.

Depuis de nombreux mois, les fédérations du PCB étudient minutieusement sur le terrain les possibilités d'une relance de l'emploi. Chacune des fédérations a élaboré son propre plan en fonction des besoins concrets de chaque sous-région concernée.

Le plan wallon du PC résulte de la fusion équilibrée de ces plans, et d'un travail d'harmonisation nécessaire, qui a été fait avec le concours de nos camarades du GEM. Mais, grâce à la méthode employée, il fut au départ et est resté très proche des besoins réels de la population.

Nous attachons évidemment une importance prioritaire à l'emploi industriel, y compris dans les secteurs traditionnels, si importants pour la Wallonie.

Nous appuyons à cet égard les positions de l'IRW de la FGTB en vue de sauver et de renforcer les industries de l'aéronautique, de la chimie, du papier, de la pierre, des poêleries, du textile, du verre etc., et bien entendu, de la sidérurgie qui doit être mise sous statut public.

## **SAUVER LA SIDERURGIE**

Le problème de la sidérurgie est à nos yeux un problème-clé. Nous l'avons dit dans un slogan : « Sauver la sidérurgie, c'est sauver la Wallonie », et jamais, pensons-nous, slogan politique n'a été plus près de la vérité scientifique.

Réclamer la mise sous statut public de la sidérurgie, c'est bien. Encore faut-il que cette réforme puisse atteindre son but ou plutôt son triple but :

- 1) sauvegarder l'emploi dans le secteur;
- 2) sauvegarder l'outil dans le cadre d'une restructuration démocratique du secteur;
- 3) constituer la base d'une nouvelle politique de l'acier axée davantage sur la consommation des produits de la sidérurgie en aval.

Il faut pour cela que la mise sous statut public de la sidérurgie assure au pouvoir public la maîtrise des décisions, qui doit absolument être retirée aux responsables du gâchis actuel, et qu'elle donne une très large place au contrôle des travailleurs sur les décisions à prendre.

La valeur politique opérationnelle de la proposition de loi communiste dépendra en fin de compte essentiellement de l'action qui doit et qui peut se développer dans les différents bassins sidérurgiques pour empêcher les groupes financiers et le gouvernement de donner suite aux recommandations du groupe McKinsey.

Notre plan accorde beaucoup d'importance à la revendication des 36 heures qui, pour nous, n'est pas en ordre principal une revendication relevant du bien-être matériel et culturel des travailleurs — bien qu'elle ait aussi de l'importance à ce point de vue.

Il s'agit d'une arme essentielle contre le chômage et c'est dans cet esprit que le parti communiste a, le premier en Belgique, proposé aux travailleurs de formuler cette revendication et d'engager la lutte pour en imposer l'application.

Depuis, les 36 heures sont devenues un fait de masse, une revendication syndicale « de pointe » dans l'ensemble du pays.

Evidemment, le patronat et ses alliés gouvernementaux s'emploient de toutes leurs forces à faire barrage à cette revendication, à la fois sur le terrain et par une propagande massive et insidieuse.

## **LE COUT DU CHOMAGE**

Les arguments patronaux et gouvernementaux ont d'ailleurs ceci de commun qu'ils ne tiennent jamais compte du coût social du chômage. En fait, s'il arrive que nos ministres tiennent compte de ce facteur c'est pour culpabiliser les chômeurs et justifier des mesures répressives contre les fameux « abus »... Alors, on nous dit que le chômage coûte très cher au pays.

C'est un fait qu'il coûte très cher. La mise en chômage d'un ouvrier de l'industrie donne lieu à une perte sèche de 611.655 F par an pour l'Etat, à la fois en raison des charges qu'elle entraîne (334.647 F) et du manque à gagner qu'elle représente (277.018 F).

C'est d'ailleurs pourquoi le plan Spitaels n'occasionne finalement que des dépenses relativement modérées. Mais ce sont des dépenses bien peu productives si l'on songe que les emplois qu'elles permettent d'ouvrir sont des emplois de seconde zone, marginaux et souvent sans perspectives d'avenir.

Le coût moyen d'un salaire, charges patronales comprises, peut être estimé à environ 629.000 F par an. Cela signifie que l'application des 36 heures coûterait un peu plus de 10 milliards pour les 16.000 emplois que le parti communiste propose d'ouvrir immé-

diatement dans les secteurs monopolistes. Secteurs qui, pour la plupart, font d'excellentes affaires et qui se taillent en outre la part du lion dans les 220 milliards que l'Etat accorde annuellement, sans contrepartie, au secteur privé, sous forme de commandes et d'aides publiques.

La Centrale Nationale des Employés a démontré de manière convaincante que, pour les grands magasins, le passage aux 36 heures avec embauche compensatoire, réparti sur les années 78 et 79, représenterait seulement 7,69 % de hausse salariale. Nettement moins que les 10 % d'augmentation de productivité réalisée par le personnel durant la seule année 1977.

Or, une des astuces de la propagande officielle consiste précisément à brandir les répercussions dommageables que l'application des 36 heures aurait sur la compétitivité de nos entreprises. Certains, y compris à gauche, s'y laissent prendre et en induisent que les 36 heures ne sont donc concevables — au mieux — qu'à l'échelle européenne.

### **UN DECRET EUROPEEN ?**

Sans doute souhaitons-nous, nous aussi, que les 36 heures soient effectivement appliquées à cette échelle.

Mais, comme le soulignait récemment G. Debunne, on s'est déjà vu à ce niveau et cela n'a rien donné.

Il serait utopique d'espérer qu'un « décret » quelconque pût être pris au niveau européen pour appliquer partout les 36 heures. Il faudra bien commencer quelque part.

Et il n'y a aucune raison que ce « quelque part » ne soit pas la Belgique si l'on tient compte de l'évolution de la productivité du travail.

Les statistiques de l'IRES ont prouvé que la productivité du travail en Belgique a augmenté beaucoup plus rapidement que partout ailleurs.

Pour 100 en 1970, l'indice de productivité était l'année dernière à 152, ce qui le situe à un niveau très supérieur à celui de la RFA (117), des Pays-Bas (133), de la France (129) et des EU (124).

Beaucoup plus nettement qu'ailleurs encore, cette augmentation de la productivité s'est faite chez nous au détriment de l'emploi, comme l'indique, pour tous ces pays, la comparaison des rapports production-heures travaillées.

Il est tout à fait normal de prendre ces éléments en considération quand se pose la question de la durée du travail. Et il se justifie au surplus de leur ajouter un autre élément, celui de la sécurité du travail. Car nous sommes dans un pays où les journées chômées pour cause d'accidents du travail s'accroissent d'année en année; elles sont actuellement six fois plus nombreuses que les journées perdues pour cause de grèves.

Oui, la bataille pour la réduction de la durée du travail a des dimensions européennes, mais, comme cela a toujours été le cas, il y aura nécessairement une percée dans un ou quelques pays d'abord.

— Il en a été ainsi dans le passé avec la loi des 8 heures qui fut d'abord conquise par les ouvriers anglais.

— Il en a été ainsi avec les conquêtes du Front populaire en France.

— Il en sera encore ainsi avec les 36 heures, à cette différence près, toutefois, que, dans l'état d'interdépendance qui caractérise les relations socio-économiques et politiques entre les différents Etats européens, l'aboutissement de cette revendication dans l'un d'entre eux se généraliserait nécessairement beaucoup plus vite que dans le passé à tous les autres.

Il est en tout cas impossible de débloquer la grave question du chômage en Belgique sans un passage hardi aux 36 heures.

Nous croyons qu'il faut éviter que la diminution du temps de travail — qui est inéluctable — se fasse dans de telles conditions qu'elle se ramène finalement à une réforme inopérante du point de vue de l'emploi, c'est-à-dire à une simple adaptation des horaires de travail à la réduction du personnel occupé dans l'industrie et les services.

Nous ne sommes pas opposés pour autant à une diminution progressive de la durée du travail, et l'échéance fixée par la FGTB — 1980 — nous paraît raisonnable.

Mais ce qui distingue le parti communiste dans ce domaine, c'est qu'il propose le passage aux 36 heures par secteurs entiers, dans des délais précis, en commençant par les secteurs monopolistes, pour créer à court terme de 16 à 18.000 emplois nouveaux, — pour les jeunes en premier lieu.

Si la question des 36 heures revêt actuellement une importance politique cruciale, le plan d'urgence du PCB comporte néanmoins d'autres aspects et il fait apparaître d'autres possibilités, dont beaucoup ont d'ailleurs été chiffrées.

## **AGIR**

Les données précises que nous avons pu réunir à ce propos en ce qui concerne par exemple la construction, les PME en général, l'enseignement et une série d'autres services publics, font apparaître clairement qu'il est possible de créer des milliers d'emplois à condition de modifier la politique du pouvoir en fonction de critères nouveaux; et ces critères peuvent se résumer en une formule simple et brève : la satisfaction de besoins populaires absolument élémentaires : des logements sociaux (il en manque), le placement du téléphone, la qualité de l'enseignement, l'amélioration des transports publics...

Donc, nous ne demandons pas l'impossible. Mais nous demandons, à coup sûr, d'autres choix politiques. Car il s'agit bien de choix politiques. Pour éclairer cette affirmation, je prends un exemple qui nous est fourni par le récent rapport du Crédit communal de Belgique.

Le freinage des dépenses d'investissements par les pouvoirs locaux (freinage imposé par le ministre de l'Intérieur) a entraîné la mise en chômage de 11.000 travailleurs en 1977. Le maintien de

cette orientation en 1978 provoquerait la perte de 8.000 autres emplois.

Il n'y a donc pas de « fatalité » en matière de chômage. Pour combattre le chômage, il faut combattre la politique d'austérité du pouvoir et imposer à celui-ci, par la lutte, d'autres choix politiques conformes aux besoins des gens. Lui imposer aussi par conséquent, de se donner les moyens financiers nécessaires par une politique fiscale plus juste, plus démocratique, par une meilleure utilisation des ressources du pays.

C'est dans ce sens que nous proposons aux travailleurs wallons d'agir, et d'agir tout de suite.



**les  
Bons d'épargne  
CGER   
ça rapporte!**

CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

## Espagne 1978

Le IXème Congrès que le parti communiste d'Espagne a tenu à Madrid du 19 au 23 avril est le premier qui s'est réuni dans la légalité depuis 1932. Il a eu lieu alors que se poursuit en Espagne un processus de démocratisation complexe et difficile, encore précaire et fragile, car si des pas importants ont déjà été faits dans ce sens, le danger d'un retour à des formes de pouvoir autoritaires subsiste. Comme le disait Ramon Tamames, un des dirigeants du PCE, en citant Brecht : « *La situation la plus difficile est celle où le nouveau n'est pas encore tout à fait né et l'ancien pas tout à fait mort* ».

Telle est la situation de l'Espagne en 1978. Les conditions dans lesquelles s'effectue la liquidation des séquelles du franquisme l'expliquent. Le retour à la démocratie ne s'est pas opéré après une défaite militaire qui entraîna la chute du fascisme comme en Allemagne et en Italie. Ou, comme au Portugal, où l'échec colonial amena de jeunes officiers à déclencher la « révolution des œillets » avec l'appui de larges masses populaires.

Le chemin de l'Espagne a été différent. Le régime franquiste ne s'est pas écroulé d'un coup. La « rupture démocratique » attendue par le mouvement ouvrier et progressiste ne s'est pas produite. La transition vers la démocratie s'est faite sous la conduite de forces politiques qui s'étaient accommodées du franquisme mais avaient compris qu'il était indispensable d'introduire des réformes si on voulait préserver l'essence du capitalisme autoritaire.

### **LA FIN DU FRANQUISME**

C'est qu'en Espagne le fascisme avait achevé son cycle historique avant même que ne s'achève la vie physique du dictateur

(20 novembre 1975). Si même Franco n'était pas mort, le régime aurait de toute façon dû subir des transformations profondes parce qu'il avait épuisé ses possibilités.

Deux types de contradictions intervenaient en même temps pour l'exiger :

— des contradictions *objectives* : une croissance économique, inégale mais importante, vit les forces dominantes du capitalisme qui se développèrent à l'intérieur de la société et des institutions franquistes s'opposer peu à peu aux structures du franquisme devenues finalement un obstacle au développement ultérieur du capitalisme lui-même ;

— des contradictions *subjectives* : la croissance des forces démocratiques et révolutionnaires, surtout à partir des années '60 et grâce à ces conditions *objectives*, a peu à peu érodé le système et les structures autoritaires et conquis des *zones de liberté* toujours plus amples.

## LE MODELE ECONOMIQUE FRANQUISTE

Le modèle économique sorti de la guerre civile était résolument *autarcique*. Poursuivant l'autosuffisance du pays, il impliquait le protectionnisme et le soutien des produits de substitution aux produits importés avec, pour conséquence, le rationnement. Cette politique comportait des réglementations favorisant les groupes financiers oligarchiques, l'intervention directe de l'Etat dans la production (l'Instituto nacional de industria INI, créé en 1941, se substitue au secteur privé pour les activités déficitaires ou moins rentables) et des mesures de contrôle de la classe ouvrière (création de « syndicats verticaux » en 1941, interdiction de la grève définie comme sédition punie par les tribunaux militaires en 1942).

Ce modèle économique, qui traduit la victoire militaire dans la guerre civile, rendit possible un taux élevé d'accumulation capitaliste de 1939 à 1951 grâce aux bas salaires et aux prix élevés. Mais il conduit à la stagnation d'autant plus qu'en accentuant l'isolement de l'Espagne, la défaite des puissances de l'Axe accentue encore les tendances autarciques. Avec pour conséquence qu'en 1953, le niveau de la production industrielle atteint seulement celui de 1935.

Cet échec amènera, en 1956, l'arrivée au pouvoir des premiers ministres membres de l'Opus Dei, de tendance technocratique et partisans d'une rupture avec le modèle autarcique. Le *plan de stabilisation* adopté en 1959 comportera dès lors une libéralisation intérieure (liberté des prix, suppression des interventions étatiques) et une certaine ouverture vers l'extérieur.

Ces deux choix, qui permettent d'accélérer l'accumulation grâce aux immenses disponibilités de main-d'œuvre, transforment en quelques années les structures économiques du pays et conduisent à ce qu'on appellera le « miracle espagnol ». De 1960 à 1974, le produit national brut double en valeur constante, atteignant des rythmes de croissance dépassant la moyenne de l'Europe occidentale.

Ces succès, qui sauvent le régime, sont dus pour une bonne part à des causes extérieures. Ils se produisent dans une période de haute conjoncture exceptionnelle dans toute l'Europe occidentale et

en Amérique et ils s'accompagnent d'une série d'éléments qui jouent dans le même sens : l'aide économique octroyée sous forme de crédits extérieurs ; des investissements importants effectués par des groupes capitalistes étrangers désireux de profiter d'un nouveau marché de 30 millions d'habitants et de la possibilité d'utiliser de la main-d'œuvre à bon marché ; le développement impétueux du tourisme sur les côtes méditerranéennes ; l'émigration massive vers une Europe occidentale qui a besoin de bras de 2 millions de travailleurs espagnols qui envoient une partie de leurs salaires en Espagne sous forme de devises.

Dès lors, beaucoup de choses changent. L'Espagne de 1936, pays sous-développé peuplé de paysans pauvres, se transforme en un pays où prédomine l'industrie. La population occupée dans l'agriculture passe de 40 à 20 %, celle occupée dans le tertiaire monte à 40 %. Madrid devient la deuxième ville industrielle du pays après Barcelone. Il se développe une classe ouvrière moderne, qui s'organise et témoigne d'une combativité croissante. Les classes moyennes intellectuelles ne se composent plus seulement d'« humanistes » car le capitalisme moderne a besoin de scientifiques et de techniciens.

Dans l'industrie, dont les structures se sont modernisées dans nombre de secteurs, les chefs d'entreprise les plus dynamiques voient la solution de leurs problèmes dans l'adoption des méthodes plus évoluées du néocapitalisme : non pas la répression et les salaires de famine mais l'accroissement de la productivité et l'ouverture vers les marchés extérieurs. Or ils se heurtent aux entraves du système franquiste, à la corruption généralisée dans tous les secteurs de la vie administrative.

D'où des contradictions croissantes entre le modèle politique et le nouveau modèle économique qui comporte, dans sa propre matrice, le besoin des changements politiques.

## LE MODELE POLITIQUE FRANQUISTE

Issu lui aussi de la guerre civile, le modèle politique franquiste est foncièrement *autocratique*, caractérisé dans sa première phase par la suppression de toutes les libertés publiques : dissolution des partis de gauche, unification des partis de droite en un parti unique, destruction des autonomies régionales, absence d'un organe législatif représentatif. Franco, chef du gouvernement, peut légiférer en dehors des Cortes.

A partir de 1942, quand l'évolution de la guerre apparut moins favorable aux puissances de l'Axis, le pouvoir personnel du Caudillo se revêtit d'un vernis démocratique qui n'en modifie pas la base fondamentalement autocratique par une série de dispositions (Lois des Cortes, Statut des Espagnols, Loi de succession) coordonnées par la suite dans la Loi organique de l'Etat (1967). C'est dans ce cadre que Franco nommera son successeur avec le titre de roi (22 juillet 1969) et que Juan Carlos prêtera serment de fidélité aux lois fondamentales et aux principes du mouvement national devant les Cortes le 22 novembre 1975.

Ce modèle se caractérise par la concentration du pouvoir entre les mains d'une classe politique dirigeante d'origine franquiste qui

jouit de la bienveillance d'une oligarchie économique composée d'une poignée de nantis : banquiers annoblis par Franco, constructeurs privilégiés et spéculateurs immobiliers, dirigeants de groupes monopolistes (électricité, pétrole) et de firmes d'import-export, hommes politiques enrichis.

Avant même la mort du Caudillo, ce modèle politique était déjà devenu anachronique parce qu'il ne répondait plus aux nécessités d'une société devenue beaucoup plus complexe que dans les années 1940-50. D'où les critiques croissantes qu'il suscite, aussi bien de la part d'une opposition réclamant son démantèlement complet qu'à l'intérieur même du bloc au pouvoir de la part des « aperturistes » (partisans de l'ouverture) favorables à des réformes dans le cadre du régime. Seuls les « intégralistes » du « bunker » entendaient le maintenir intact.

## LE TOURNANT DE 1975

La fin du franquisme s'est produite dans le cadre d'une crise économique qui voit le produit national brut de l'Espagne diminuer de façon absolue en même temps que les prix haussent de façon vertigineuse et que le chômage augmente considérablement.

Une série d'événements politiques accélèrent le rythme des changements. En juin 1973, Franco avait nommé l'amiral *Luis Carrero Blanco* Premier ministre pour cinq ans, la « garantie de continuité » du système ayant été assurée quatre ans plus tôt par la désignation de *Juan Carlos* comme roi et successeur du Caudillo. La mort de Carrero Blanco, victime d'un attentat, amènera Franco à confier la charge de Premier ministre à *Carlos Arias Navarro*, ministre de l'Intérieur et directeur général de la Sûreté publique, nommé à ce poste le 1er janvier 1974.

C'est à partir de ce moment que l'on commencera à envisager des changements dont il sera de plus en plus question pendant les diverses péripéties de l'interminable agonie de Franco. Tombé malade, celui-ci transmettra ses pouvoirs à Juan Carlos pour les reprendre six semaines plus tard tandis que son Premier ministre, Arias Navarro, présentera une série de projets destinés à répondre dans une certaine mesure aux aspirations des « aperturistes » : un Programme en 4 points, un projet de statut des associations politiques, puis de nouvelles propositions formulées le 24 juin 1975 dans un discours prononcé aux Cortes (« la trinité d'Arias »).

Ces propositions visaient en fait à prolonger le modèle autarcique franquiste en se bornant à en atténuer les aspérités et elles ne rencontrèrent aucun écho du côté d'une opposition démocratique qui se renforçait et coordonnait son action.

La *Junta democratica de Espana*, qui réunit notamment le parti communiste, le parti socialiste populaire, les Commissions Ouvrières et de nombreuses organisations de base, comités de quartier, etc. est constituée officiellement le 29 juin 1974.

La *Plateforme de convergence démocratique*, groupant le parti socialiste PSOE, l'*Izquierda democratica* (démocratie-chrétienne), l'Union social-démocrate espagnole, le parti carliste, etc. est formée peu après. En octobre 1975, un accord est conclu entre la *Junta* et la

*Plateforme* qui fusionnent le 26 mars 1976 pour former la *Coordinacion democratica*.

Entre-temps, Franco était mort, Juan Carlos lui avait succédé et le premier « gouvernement de la monarchie », dirigé par Arias Navarro, avait été installé le 12 décembre 1975.

Un an plus tard, le 15 décembre 1976, la *loi de réforme politique* est approuvée au referendum par 94,2 % de oui. Elle ouvre la voie au processus de démocratisation et conduit aux élections du 15 juin 1977 où, pour la première fois depuis 41 ans, les Espagnols votent librement.

## LA LONGUE MARCHÉ DU PCE

Le Part communiste d'Espagne (PCE) a joué un rôle de premier plan tout au long de cette longue lutte pour la démocratie.

Une étape importante fut franchie dans cette voie quand son Vème Congrès (1956) se donne une perspective mieux adaptée à l'évolution de la réalité espagnole en proposant une *politique de réconciliation nationale* destinée à surmonter les divisions de la guerre civile.

L'attitude du PCE à l'égard des catholiques a été tout aussi positive : elle a contribué à l'apparition de nouvelles forces chrétiennes progressistes. Il en a été de même de sa stratégie des mouvements de masse. En préconisant l'utilisation des possibilités légales à l'intérieur des syndicats franquistes, elle a facilité le développement de luttes ouvrières qui enlèvent aux yeux des capitalistes eux-mêmes une des qualités du régime : sa capacité de maintenir la paix sociale. Il en est allé de même pour les mouvements des étudiants et des intellectuels qui s'attaquèrent de plus en plus aux structures du régime.

Tout cela a contribué à la décomposition du franquisme mais cela n'a pas suffi pour en provoquer la chute. Si ces mouvements de masse eurent une influence décisive, ils ne furent pourtant jamais capables de rompre les barrières imposées par le régime, même si ces barrières s'élargirent au fur et à mesure qu'augmentaient les zones de liberté. Car le régime révéla une capacité d'adaptation inattendue : sa décomposition s'accompagna d'un processus de re-composition qui lui permit de s'adapter aux nouvelles situations qui se créaient.

Les faits ne se sont donc pas passés comme le PCE l'avait prévu. Plus exactement, ils se sont passés *autrement* tout en s'orientant dans le même sens. La « rupture démocratique » comprise dans le sens d'une chute brutale du régime franquiste ne s'est pas produite. Les masses populaires n'ont pas été capables d'imposer une rupture avec tout le passé et la création d'un gouvernement démocratique provisoire jusqu'à des élections dans un climat de pleine liberté.

Ce qui s'est passé a été différent. Les premières élections libres ont été convoquées par un gouvernement composé en grande partie d'hommes qui viennent du régime franquiste lui-même ou qui s'en sont à tout le moins accommodés. Mais si ce gouvernement incarne d'un certain point de vue la continuité avec le passé, il incarne en

même temps la rupture avec ce passé. Le passage à la démocratie s'accomplit selon un processus dans lequel les deux aspects s'entrelacent : d'un côté la survivance du passé, de l'autre sa transformation.

La pression qu'exercent les masses influencera ce processus et, à cet égard, le remplacement du gouvernement Arias par un gouvernement Suarez (juillet 1976) fut un fait important car Arias représentait la continuité d'un passé qui acceptait seulement un changement apparent et formel tandis que le gouvernement Suarez marquait déjà une certaine forme de rupture avec le passé. Il prit dès l'abord une série de décisions qui rejoignaient les objectifs de l'opposition démocratique : en ce qui concerne la souveraineté populaire, la nécessité d'un dialogue avec l'opposition, les élections.

La légalisation du PCE (9 avril 1977) fut également une étape importante dans la marche vers la démocratie. A ce moment, il eut suffi que les généraux présentent au roi Juan Carlos l'ultimatum de remplacer Suarez par Fraga, qui incarne le néo-franquisme, pour interrompre le processus démocratique sans même que les forces armées ne descendent dans la rue. L'amiral Pita da Velga, ministre de la marine, démissionna, mais l'armée ne bougea pas et son attitude de neutralité envers le gouvernement Suarez marqua une rupture réelle avec le passé.

## UN AN APRES LA LEGALISATION DU PCE

Le parti communiste d'Espagne a tenu son congrès un an après sa légalisation. Le rappel des principaux événements survenus au cours de ces douze mois permet de mesurer les progrès réalisés dans la voie de la démocratisation et de préciser aussi quels obstacles doivent encore être surmontés et quels périls subsistent.

Les élections du 15 juin 1977 ont marqué une étape importante dans la consolidation de la démocratie. Non seulement parce qu'elles ont confirmé l'influence des forces de gauche : le PCE (9,4 % des voix et 20 sièges), le parti socialiste populaire (3,6 % des voix et 6 sièges), le parti socialiste ouvrier espagnol (28,6 % des voix et 118 sièges). Mais aussi et peut-être encore plus parce qu'elles ont sanctionné la défaite de l'Alliance Populaire de Manuel Fraga Iribarne, qui avait reçu l'appui de l'ancien Premier ministre Arias Navarro, et qui constitue l'expression d'un néo-franquisme qui veut modifier seulement la façade afin d'assurer dans les faits la survivance de l'ancienne situation.

Pour cette raison, le succès de l'Union du Centre Démocratique UCD, coalition hétéroclite réunissant quinze partis et groupes d'importance diverse formée par Adolfo Suarez à la veille des élections, peut être considéré comme un fait positif parce que le plus important, à ce moment, était d'empêcher la victoire du néofranquisme.

La loi sur l'amnistie générale votée le 6 octobre 1977 marqua à son tour une nouvelle étape dans la voie de la réconciliation nationale prônée depuis si longtemps par le parti communiste.

Les accords signés le 25 octobre au Palais de la Moncloa par les représentants des principaux partis politiques — depuis le PCE et le PSOE, l'UCD de Suarez à l'Alliance populaire de Fraga Iri-

barne — témoignèrent de la volonté d'aboutir à un consensus acceptable par tous pour affronter les problèmes économiques auxquels l'Espagne doit faire face. Préparé par M. *Fuentes Quintana*, vice-président du gouvernement chargé des affaires économiques, le *Pacte de Moncloa* portait de l'idée que les mesures de redressement pouvaient seulement réussir si elles s'accompagnaient d'un *dialogue* entre les principales forces du pays.

C'est pour cette raison que le PCE signa cet accord et c'est dans le même esprit qu'il participa aux travaux de la commission constitutionnelle créée au sein des Cortes pour préparer la nouvelle Constitution qui doit être soumise au referendum au mois de septembre.

Pour le parti communiste, cette Constitution doit garantir une rupture avec le franquisme, établir la base d'une véritable démocratie et ouvrir la voie à des transformations sociales sans que celles-ci n'impliquent pour autant des changements radicaux de tout le système constitutionnel.

Cette Constitution doit être établie en tenant compte de la volonté générale de changement par rapport au franquisme exprimée par le peuple espagnol lors des élections de juin 1977. Mais il importe de voir que cette poussée démocratique s'est exprimée sous des formes très diverses : une partie importante de la population l'a manifestée en votant pour la gauche (PCE, PSP, PSOE), mais une partie tout aussi importante a exprimé son choix antifranquiste de façon plus modérée en votant pour l'UCD de Suarez.

Or pour consolider la démocratie, il faut que la Constitution puisse être approuvée par la grande majorité de la population et non votée par une majorité de 51 % contre 49 %. C'est pour cela que le PCE ne veut pas une « Constitution idéologique » — exprimant seulement la volonté d'une *partie* de la population — mais une Constitution garantissant clairement ce qui est fondamental : la souveraineté du peuple.

L'attitude adoptée par le PCE en ce qui concerne la *forme* de l'Etat s'inscrit dans la même perspective. Républicain par principe, il estime néanmoins qu'à l'heure actuelle, le problème n'est pas de choisir entre la république et la monarchie mais entre la démocratie et la dictature. Ce que la Constitution doit consolider, c'est la *démocratie* et tout le reste doit être subordonné à cette tâche.

Le parti communiste adopte la même attitude envers le problème épineux des *nationalités*. Partisan d'un Etat espagnol organisé sur une base *fédérale*, il ne dissimule pas que le problème est difficile à régler après des dizaines d'années de centralisation bureaucratique et que sa solution pourra seulement être l'aboutissement d'un processus long et complexe. Pour avancer dans cette voie, il convient dès lors de conjuguer les aspirations d'autonomie des nationalités et régions avec leur unité au sein de l'Etat espagnol.

Des premiers pas ont été faits dans cette voie. La *Catalogne*, le *Pays basque* et la *Galice*, les trois régions qui ont une langue et une culture propres, ont obtenu un statut d'autonomie et un régime de pré-autonomie a été accordé aux *Canaries*, au *Pays valencien*, à l'*Aragon* et à l'*Andalousie*. Ces statuts accordent certains pouvoirs

aux régions concernées mais le transfert complet des compétences durera de toute façon plusieurs années.

## HEURTS ET TIRAILLEMENTS

Si des succès réels ont été obtenus, les obstacles restent importants. Le régime démocratique est encore fragile et il reste menacé par les forces réactionnaires qui subsistent en Espagne. Les Cortes à elles seules ne peuvent garantir la démocratie. Elles constituent seulement un des éléments d'un système d'appareils et d'institutions dont la plupart restent celles du régime franquiste : armée, police, administration. Et, à l'échelle locale et régionale, le report des élections administratives a laissé en place les mairies et « diputaciones » (conseils régionaux) installées sous Franco.

Le gouvernement Suarez n'est pas seulement faible parce qu'il est minoritaire aux Cortes. Il l'est aussi parce qu'il est en proie à des divergences internes, parce que différents courants se heurtent en son sein.

Les craintes que suscitent ses atermoiements se sont accrues lors du remaniement ministériel du 24 février 1978 qui vit le départ d'*Enrique Fuentes Quintana*, « l'homme du Pacte de Moncloa » et partisan d'une politique de centre-gauche, qui dirigeait le super-ministère créé pour faire face à la crise économique. L'entrée au gouvernement de *Rodriguez Sahagun*, fondateur et vice-président de la Confédération espagnole des organisations d'entreprises (l'équivalent de notre FEB), qui avait durement critiqué la politique de Quintana, témoignait par ailleurs d'une volonté de s'orienter « plus au centre », c'est-à-dire plus à droite, qui confirmait les déceptions suscitées par l'application unilatérale du Pacte de Moncloa.

En dépit des engagements souscrits au mois d'octobre, les droits des travailleurs dans les entreprises n'ont pas encore été reconnus, rien n'a été fait pour démocratiser la gestion de la sécurité sociale, les plans de construction de logements et d'écoles destinés à combattre le chômage ne se sont pas concrétisés et l'aide prévue pour les PME, qui occupent 85 % de la main-d'œuvre, n'a toujours pas été appliquée. Ce qui a fait dire à *Santiago Carillo* que « l'esprit de Moncloa s'est évanoui en fumée ».

Répondant aux critiques de plus en plus nombreuses suscitées par les hésitations de son gouvernement, Adolfo Suarez a toutefois réaffirmé, lors de la réunion des Cortes tenue au début d'avril, sa volonté de tenir ses promesses. Et il a catégoriquement repoussé la proposition que lui a faite Fraga de s'allier avec la droite.

## L'ATTITUDE DU PARTI SOCIALISTE

L'attitude adoptée ces derniers mois par le parti socialiste n'est pas de nature à renforcer la cohésion du mouvement ouvrier et des forces progressistes.

Légalisé deux mois avant le PCE, le *parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE)* que dirige *Felipe Gonzalez*, a recueilli 28,6 % des suffrages aux élections de juin 1977, talonnant de près l'*UCD* de Suarez (31,1 %). Il compte quelque 200.000 membres auxquels il convient à présent d'ajouter les 37.000 affiliés du *parti socialiste populaire*

(PSP), héritier du « parti socialiste de l'intérieur » créé en 1963 par Tierno Galvan, avec lequel il a fusionné le 30 avril.

Alors que la situation exigerait que les partis se réclamant de la classe ouvrière coordonnent étroitement leur action, des divergences croissantes se manifestent entre les perspectives du parti socialiste et celles du parti communiste.

Pour le PCE, l'avenir de la démocratie espagnole n'est pas encore assuré. La convergence des efforts de tous les partis du parlement et du pays est donc nécessaire pour poursuivre un mouvement de démocratisation qui est loin d'être achevé. Et, dans cette perspective, le mouvement ouvrier, politique et syndical, doit réaliser un bloc social très large autour d'un programme d'assainissement et de rénovation afin de surmonter les risques de désagrégation qu'accentue la crise économique et de démanteler définitivement les résidus du vieil appareil d'Etat franquiste.

Le PSOE, lui, semble surtout soucieux d'élargir sa base électorale afin de pouvoir poser sa candidature à la direction du pays à l'issue de nouvelles élections en se présentant comme « l'unique alternative » afin de remplacer le gouvernement monocole UCD par un gouvernement monocole PSOE.

Cette orientation se situe dans la perspective d'une politique d'alternance bipartite s'inspirant de l'exemple allemand et britannique qui marginaliserait à la fois la droite de Fraga et le parti communiste. C'est une perspective que voient d'un bon œil les milieux — nationaux et internationaux — qui jouent la carte d'une démocratisation contrôlée d'en haut effectuée par des forces politico-sociales ayant deux composantes : l'une plus modérée (l'UCD) et l'autre plus progressiste (le PSOE).

Cette tendance à miser sur le bipartisme au détriment de la recherche de solutions aux véritables problèmes posés devant le pays incite le PSOE à s'opposer seul au gouvernement plutôt que de rechercher l'alliance avec les autres partis de gauche dans l'espoir de tirer des bénéfices électoraux de l'insatisfaction provoquée par la politique de Suarez. Cela l'a amené à adopter des attitudes apparemment plus « radicales » que le PCE envers le Pacte de Moncloa et sur les droits à accorder à la monarchie et à retirer un moment ses représentants de la commission chargée de préparer la nouvelle Constitution.

L'opposition que Felipe Gonzalez manifeste volontiers de façon spectaculaire à l'égard du gouvernement Suarez ne l'empêche pas de se retrouver d'accord avec lui pour miser sur le bipartisme : un accord a été conclu entre le PSOE et l'UCD sur la loi électorale pour les élections administratives (municipales et régionales) qui sera faite sur mesure pour favoriser les deux partis les plus puissants au détriment des autres formations.

C'est parce que ce bipartisme empêcherait d'avancer réellement dans la voie de la démocratisation que le congrès du PCE a réaffirmé avec force sa volonté de « *persévérer dans ses efforts de rechercher la collaboration avec le parti socialiste (PSOE) et les autres forces socialistes, tant pour la consolidation et le développement de la démocratie que pour leur idéal commun de socialisme dans la liberté* ».

## LES ELECTIONS SYNDICALES

Les élections syndicales auxquelles trois millions de travailleurs ont participé au début de l'année ont constitué un échec sérieux pour les partisans d'un bipartisme divisant l'Espagne en deux blocs — socialiste et centriste — et marginalisant les forces ouvrières qui avaient joué un rôle important aux périodes les plus difficiles de la lutte antifranquiste.

Les *Commissions Ouvrières* y ont obtenu plus de 50 % des voix, l'*UGT* socialiste 23 % et l'*USO* (Union syndicale ouvrière, créée en 1965 par un groupe de militants chrétiens) environ 4 %. Le reste des suffrages est allé à de petits syndicats d'extrême-gauche et à un « syndicat indépendant » patronal.

Ce vote montre en effet que beaucoup de travailleurs qui avaient voté pour le PSOE aux élections législatives ont voté pour les Commissions Ouvrières parce qu'ils ont une autre conception du syndicalisme que les dirigeants de l'*UGT* (Union Générale du Travail).

Alors que pour les *Commissions Ouvrières*, le syndicalisme a son centre dans les entreprises et que ses délégués, élus directement par les travailleurs, exercent leur activité essentielle dans l'entreprise, l'*UGT* a une conception plus traditionnelle du syndicat lié au parti politique, en l'espèce au PSOE.

Félicé Gonzalez avait présenté l'*UGT* comme « son syndicat » et les dirigeants du PSOE avaient prédit qu'il arriverait largement en tête, attachant une grande importance à ce résultat qui leur paraissait un élément essentiel de la conquête du pouvoir par les socialistes.

Pratiquement absent des grandes luttes des années '60 et '70, le PSOE avait travaillé avec d'énormes moyens après la mort de Franco pour reconstruire l'*UGT*, syndicat « de matrice historique socialiste », selon la conception traditionnelle de la répartition des tâches entre le parti (le politique) et le syndicat (l'économique).

Or cette conception est dépassée dans les faits par l'expérience de mouvement original — socio-politique — apportée par les Commissions Ouvrières dans les luttes contre le franquisme avec la participation de millions de travailleurs.

Créées dans la clandestinité pour s'opposer aux « syndicats verticaux » de Franco, les *Commissions* ont animé pendant vingt ans toutes les luttes ouvrières. Constituées dans les entreprises à partir de 1958 sous forme de commissions informelles et souvent ponctuelles pour la négociation des conventions, elles ont acquis un prestige énorme. Leurs dirigeants avaient pendant longtemps pensé que l'unité syndicale réalisée sous le franquisme pourrait être préservée. Se définissant comme un mouvement socio-politique ouvert à tous, traduisant au plus près la pratique de la classe ouvrière, ils proposaient un processus au cours duquel tous les travailleurs participeraient à la mise sur pied des structures syndicales unitaires et pluralistes dont la base serait l'assemblée générale de tous les travailleurs et non pas la section composée d'affiliés.

C'est seulement quand l'orientation adoptée par l'*UGT* et l'*USO* rendit cette perspective impossible que les *Commissions Ouvrières* se

constituèrent en centrale sous peine de laisser le monopole de la représentation syndicale aux centrales déjà constituées.

Le succès remporté par les *Commissions Ouvrières* aux élections syndicales a déjoué une tentative de diviser le mouvement ouvrier en revenant à la conception d'un « syndicat communiste » et d'un « syndicat socialiste ». Il montre que la conception unitaire dont les *Commissions Ouvrières* sont les protagonistes a été approuvée par de grandes masses de travailleurs.

## OMBRES ET LUMIERES

En ce printemps 1978, le visage de l'Espagne présente des aspects très divers, souvent contradictoires.

Les signes de renouveau abondent. La liberté de la presse a été rétablie et toute une série d'anachronismes par trop flagrants ont été supprimés : le divorce a été légalisé, l'usage de contraceptifs autorisé, l'adultère dépenalisé. Et la suppression de la censure permet aux cinémas de projeter en version intégrale des films dans lesquels nos exploitants opèrent de pudiques coupures pour éviter les foudres du Parquet.

Le tirage des journaux témoigne de cette rupture avec le passé. Dans les grandes villes comme Madrid et Barcelone tout au moins, car les feuilles de choux locales conservent leur clientèle dans les petits patelins de province, les deux journaux les plus lus sont de création récente : *El País*, créé au début de 1976, qui adopte un ton objectif et modéré et se définit « démocratique et pluraliste », et *Diario 16*, créé quelques mois plus tard, qui laisse percevoir des sympathies pour le parti socialiste. Et leur succès s'est accompagné d'une chute brutale du tirage des journaux de l'ancien régime. *ABC*, le vieux quotidien monarchiste, *Ya*, feuille catholique modérée, et a fortiori l'*El Alcazar* franquiste et *Arriba*, l'organe du « bunker ».

La guerre civile de 1936-39 n'est plus qu'un lointain souvenir. Deux générations se sont succédé depuis et le rassemblement national organisé par les paléo-franquistes de *Fuerza Nueva* au début d'avril pour commémorer l'anniversaire de la victoire de Franco, a seulement réuni une poignée de nostalgiques dans l'indifférence générale.

Des dangers pèsent toutefois sur cette démocratie qui commence seulement de naître. Si la crise n'a pas beaucoup freiné le tourisme, elle a fortement ralenti l'activité industrielle et diminué les rentrées de devises des émigrés. Et, à la crise qui sévit comme dans les autres pays capitalistes, s'ajoute en Espagne le poids de l'héritage du franquisme : la corruption et le parasitisme de l'administration, un retard sensible dans la scolarisation, des déséquilibres régionaux accentués par le développement capitaliste sauvage des années '60.

La situation économique est donc très grave. Le chômage augmente dans un pays où une allocation est seulement versée à la moitié des sans-emploi et la moitié des jeunes de moins de 25 ans sont sans travail. L'agriculture et la construction sont parmi les secteurs les plus touchés et certaines régions (l'Andalousie, l'Estramadure) sont au bord de l'effondrement.

Dans ces conditions, les hésitations et les faiblesses du gouvernement Suarez risquent de faire le jeu des forces qui aspirent à un retour au passé en donnant à de larges couches de la population l'impression que la démocratie est incapable de résoudre les problèmes qu'affronte le pays.

## UN CONGRES FRANC ET OUVERT

C'est dans cette Espagne engagée sur un chemin difficile et semé d'embûches pour conquérir la démocratie que le parti communiste a tenu son congrès. Dans une Espagne en pleine transformation où le PCE, lui aussi, s'est profondément transformé, ce qui pose forcément des problèmes. Pour nombre de militants accoutumés à la clandestinité, l'adaptation aux conditions nouvelles d'une Espagne en pleine évolution ne fut pas toujours aisée et il ne leur fut pas toujours facile non plus de s'habituer à travailler avec de jeunes camarades affluant par milliers : près de 100.000 des quelque 220.000 membres du PCE ont adhéré au parti au cours des douze derniers mois. La composition du congrès est du reste significative : la plupart des 1.370 délégués — âge moyen, 35 ans — participaient pour la première fois de leur existence à de tels débats. 45 % d'entre eux avaient adhéré au parti entre 1971 et 1978.

Ce congrès se réunit donc sous le signe de la mise à jour de la politique, de l'idéologie et de l'organisation du PCE qui entend être « *un parti nouveau, vivant, ouvert, démocratique, uni sur un programme qui lui permettra d'accroître son influence dans la société espagnole qu'il veut voir transformée profondément dans un sens démocratique* ».

Le PCE, qui entend développer la démocratie dans tous les domaines de la vie politique, économique et sociale, est également décidé à la pratiquer en son sein. Les débats qui se déroulèrent dans les organisations de base et les conférences régionales pendant la préparation du congrès furent donc libres et francs. Ils n'eurent rien de rituel et les thèses présentées par le Comité central sortant furent loin de recueillir d'emblée l'approbation générale. Elles suscitèrent partout de vives discussions. Des amendements les modifiant profondément furent souvent adoptés. Lors des votes, les textes proposés ne furent jamais approuvés à l'unanimité et il arriva même — aux Asturies et en Catalogne notamment — qu'ils soient repoussés par la majorité des participants.

Plusieurs thèses suscitèrent de vives discussions. L'analyse de la politique suivie par le PCE au cours des dernières années fut estimée par trop « triomphaliste », l'appréciation des possibilités ouvertes par le Pacte de Moncloa trop optimiste. Et les perspectives tracées d'un changement profond de la société se virent parfois taxées d'un « gradualisme » excessif.

Le problème qui provoqua le plus de discussions fut toutefois celui de la modification de la *définition* du parti. Définissant le PCE comme « *un parti marxiste, révolutionnaire et démocratique qui s'inspire des théories du développement social élaborées par les fondateurs du socialisme scientifique, Marx et Engels, et de leurs méthodes d'analyse* », la thèse 15 abandonne en effet la référence au « léninisme ».

Cela ne signifie pas que le PCE rejette ce que la pensée de Lénine conserve de vivant. Le texte finalement approuvé au congrès par 968 voix contre 248 et 40 abstentions le précise : « *L'apport léniniste, dans tout ce qu'il garde de valable, ainsi que celui d'autres grands révolutionnaires, est incorporé par le PCE* ». Mais il estime qu'il n'y a pas lieu de maintenir l'idée restrictive que « *le léninisme est le marxisme de notre époque* ».

Comme Santiago Carillo le souligna dans le rapport qu'il présenta au congrès : « *54 ans après la mort de Lénine, alors que le monde a changé de base, selon les paroles de « l'Internationale », nous devons, dans les pays développés de l'Occident, étudier et approfondir les problèmes de la révolution, en apprenant non seulement dans les livres, mais dans la pratique du mouvement ouvrier d'Occident, dans ses succès, dans ses infortunes, dans ses progrès, dans ses revers* ».

« *En agissant ainsi, nous pensons être plus fidèles au style et à la méthode de Lénine qui sut se débarrasser de l'académisme marxiste pour faire la révolution en Russie dans une conjoncture historique concrète — que ceux qui répètent sous des formes rituelles des phrases et des concepts dépassés par l'Histoire* ».

Les discussions auxquelles ont participé des milliers de militants n'ont pas seulement contribué à clarifier les positions. Elles ont aussi permis de redimensionner ce qui est pour une bonne part apparu comme un faux problème. Car sur l'essentiel — les perspectives que se fixe le PCE, « *parti de lutte et de gouvernement* » — l'immense majorité de ses militants sont résolument partisans de son orientation « eurocommuniste » et témoignent de la même volonté d'« *unir toutes les forces du travail et de la culture* » pour avancer vers le socialisme par une voie démocratique et pluraliste qui préserve et élargit les libertés déjà conquises. « *Car la démocratie est essentielle : le socialisme ne peut se développer sans liberté* ».

# Marxisme et imagination scientifique

**Directeur de l'instituut voor marxistische vorming (IMAVO) qui déploie son activité dans le partie néerlandophone du pays, Ludo Abicht nous a confié ce texte, fruit d'une réflexion originale et stimulante.**

**Nous serions heureux qu'il suscite un débat parmi nos lecteurs.**

**C.M.**

Voilà près d'un siècle qu'un tabou pèse sur la théorie marxiste : c'est en 1880 que parut la première édition — en français — d'un essai de Frédéric Engels « *Socialisme utopique et socialisme scientifique* ». Cet important petit ouvrage semble avoir établi une fois pour toutes que le marxisme s'identifie au socialisme scientifique et n'a donc rien à voir avec les courants utopistes — que ce soit les trois plus grands (Saint Simon, Fourier, Owen) qui précéderent Marx, ou le synode multicolore des anarchistes, anarcho-syndicalistes, socialistes religieux, mouvements gauchistes, groupes et sectes surgis après Marx. Cette distinction, apparemment sans appel, est constamment rappelée dans les déclarations officielles des partis marxistes d'Ouest et d'Est — et pas seulement par les communistes : « notre socialisme est scientifique, donc correct; le socialisme utopique par contre est par essence idéaliste, subjectif et dangereux. Ecrasons l'infâme ! »

Or l'auditeur critique pourrait avoir le sentiment, en entendant pareils propos, que ceux qui s'y adonnent se basent hélas sur le titre de l'essai d'Engels, titre utilisé sans plus comme slogan théorique. Je voudrais dans cet article regarder droit dans les yeux cette vache sacrée et, avec votre permission, lui poser quelques questions embarrassantes.

— Le plus souvent, une nouvelle approche scientifique est, après peu de temps, confirmée par les faits, et les idées fausses disparaissent d'elles-mêmes. C'est ainsi que la physique de Newton, l'évolutionnisme, la théorie de la relativité ont été attaqués des années durant par les tenants de théories archaïques, mais qu'en fin de compte ils ont été jugés convaincants en raison des arguments avancés et des preuves empiriques. Dans un monde

idéologique fermé, on peut retarder la vérité de quelques siècles en brûlant Giordano Bruno ou en menaçant Galilée, mais l'establishment ne dispose plus depuis le milieu du 18<sup>e</sup> siècle du pouvoir absolu que détenait l'Inquisition. Depuis la Renaissance et les Lumières, le libre examen est devenu une réelle conquête d'abord de la bourgeoisie, ensuite du mouvement ouvrier international. Certes, les grandes découvertes sont liées à de grands noms (Newton, Darwin, Marx, Einstein, Freud) mais elles sont le fruit d'un long processus collectif et sont aussi accueillies collectivement, puis collectivement répandues et développées. Toute tentative de s'y opposer, par exemple les procès contre l'évolutionnisme dans certains Etats du Sud des Etats-Unis dans les années trente, est vouée à l'échec. Comment expliquer dès lors qu'après cent ans, le socialisme scientifique n'en ait pas encore décousu avec cet utopisme désuet et erroné ?

Comment se fait-il que de nombreux adversaires intelligents du marxisme — et ils ne sont pas tous de mauvaise foi — analysent (et rejettent) le marxisme précisément comme une prophétie injuste ou comme « la dernière grande utopie » de notre temps ?

— La politique d'alliances du mouvement ouvrier international qui, depuis 1935 et la période de la résistance antifasciste, est devenue un élément essentiel de la lutte des classes, est presque constamment confrontée avec ce même problème : ce qui pousse des fractions importantes du mouvement ouvrier chrétien ou de milieux petits-bourgeois démocratiques à collaborer avec des communistes ou des socialistes de gauche, ce n'est pas d'abord la logique du socialisme scientifique, mais leur propre développement émancipateur, la conséquence matérielle politique de leur idéologie chrétienne humaniste et « utopique ». Comment cette politique d'alliances peut-elle jamais mener à une intégration durable des forces en présence, si les idées de base s'excluent mutuellement ?

On peut certes former avec succès un front démocratique et antifasciste sur une base tactique, mais on ne pourra jamais construire une nouvelle société sur des bases uniquement tactiques.

#### **EXTRA ECCLESIAM NULLA SALUS — SED VERITAS ?**

Il fut un temps où l'Eglise catholique pouvait exprimer en une phrase son hégémonie sur la conscience et la sensibilité des Européens : « Pas de salut hors l'Eglise ». Mais les changements dans les forces productives et dans les rapports de production à la fin du moyen âge ont amené de plus en plus de gens à se demander si l'Eglise pouvait vraiment rester seul détenteur de la Vérité. Avant Marx et Engels, c'est à partir de cette question que les premiers révolutionnaires ont perçu la conscience — encore diffuse et vague — des contradictions croissantes au niveau de la base matérielle. Les certitudes, peut-être naguère valables, des idéologies dominantes, sont mises en doute, examinées de manière critique et finalement rejetées en partie ou entièrement — pour faire place à une hypothèse nouvelle, plus juste et donc révolutionnaire. Ce processus apparaît dans le matérialisme dialectique et historique — mais il n'y est pas codifié une fois pour toutes, bien au contraire. Toute la méthodologie de Marx, depuis les manuscrits parisiens jusqu'au *Capital* — et surtout dans les « *Fondements* » — est construite sur ce doute dialectique : de nouveaux développements matériels et sociaux mènent à de nouveaux approfondissements, permettent de préciser la théorie qui, grâce à la pratique du mouvement ouvrier mène (ou peut mener) à des changements de situation — ce processus n'est pas terminé. Il n'est pas un penseur marxiste qui puisse se soustraire à cet échange continu entre théorie et pratique — sauf à renoncer à la dialectique, et ainsi au marxisme. C'est là que se trouve la racine théorique du réformisme de Kautsky, et avec lui, de la majorité de la social-démocratie.

Mais il existait d'autres dangers : en raison de la scission internationale du mouvement ouvrier entre sociaux-démocrates réformistes et communistes marxistes, un appauvrissement théorique a nui aux deux camps. On

pourrait écrire à ce propos : « La transformation révolutionnaire de la société capitaliste monopoliste ne peut se produire sans et en dehors du mouvement ouvrier marxiste, mais cela ne signifie pas pour autant que le développement créatif de la pensée marxiste ne peut s'effectuer qu'à l'intérieur des partis communistes ».

Depuis Lénine, les tâches pratiques de l'aile révolutionnaire du mouvement ont souvent eu pour effet de freiner, d'endiguer, voire même de réprimer la recherche libre et créative.

De nombreux théoriciens, qui à bien des égards ont enrichi le marxisme, se sont vus obligés de mener leur recherche en marge ou même contre la direction des organisations existantes, ou de mener au sein de ces organisations une existence isolée et difficile. Pendant de longues années les contributions de penseurs comme Rosa Luxemburg, G. Lukacs, Karl Korsch, Wilhelm Reich, Walter Benjamin, Ernst Bloch et des dizaines d'autres — c'est aussi le cas de Gramsci, mais pas dans son parti — ont été combattues ou ignorées.

Il y avait donc d'une part un énorme trésor de vues et d'analyses nouvelles, des efforts d'intégrer dans le marxisme les plus récentes acquisitions scientifiques (efforts qui parfois — et Reich en est un tragique exemple à la fin de sa vie — ont été absurdes et stériles dans le milieu d'émigration que ces penseurs n'avaient pas choisi) — et d'autre part la force vivante du mouvement ouvrier révolutionnaire qui, en raison de cet appauvrissement, n'a pas réussi sa mission historique : établir l'hégémonie de la classe ouvrière.

## RELIRE MARX ET ENGELS

La séparation non-marxiste entre théorie dialectique créatrice et pratique engagée révolutionnaire est une séparation désastreuse. Les efforts entrepris, notamment par les partis communistes italien et français, pour dépasser cette séparation montrent qu'elle est surmontable. Au-delà de considérations de type psycho-historiques, ce qui nous intéresse, c'est de trouver les moyens d'en finir avec cette séparation.

Que signifiait pour Engels le concept de socialisme scientifique ?

« Ces deux grandes découvertes, la conception matérialiste de l'histoire et la révélation du mystère de la production capitaliste au moyen de la plus-value, nous les devons à Marx. C'est grâce à elles que le socialisme est devenu une science, qu'il s'agit maintenant d'élaborer dans tous ses détails. » (F. Engels « Anti-Dühring », Editions sociales, 1950 — page 58).

Il me semble que nous devons apprendre à relire attentivement Marx et Engels : le matérialisme dialectique représentait pour eux le début d'une science, quelque chose de si ample qu'il faudrait des années et des générations avant de pouvoir élaborer de manière complète une synthèse scientifique. Marx n'a-t-il pas estimé (« Fondements », 1857) que toute l'analyse du Capital (I-III) représentait seulement un sixième de la critique matérialiste ?

Sans doute, les marxistes seront-ils secrètement heureux de ne pas devoir lire les 50 volumes non écrits, mais cela ne change rien à la tâche gigantesque que selon Marx tout le mouvement doit accomplir : élaborer une analyse détaillée, scientifiquement fondée de tous les aspects matériels et intellectuels de notre société, afin de pouvoir identifier et recruter les forces qui au sein de la vieille société, rendent possible dans tous les domaines (économie, religion, arts, philosophie, droit politique) le passage à une nouvelle société, à une société socialiste.

Ce testament de Marx n'est pas encore exécuté; la minorité relativement faible de révolutionnaires ont eu jusqu'à présent les mains remplies avec la lutte contre l'impérialisme, le fascisme, le réformisme, etc. et avec la défense des positions acquises, qu'il s'agisse des droits syndicaux ou de la survivance de pays comme l'URSS, Cuba, l'Angola. Au cours de cette lutte très réelle, les militants n'ont pas toujours perçu l'intérêt d'études scientifiques longues et parfois péniblement lentes, et bien des intellectuels

de gauche n'ont pas fait montre de la nécessaire compréhension, de la nécessaire patience envers ces besoins.

Mais ceci ne constitue pas une excuse pour négliger cette tâche majeure — faire du marxisme une science complète. Et la science commence avec la vérification de formules et d'instruments anciens, qui s'usent à la longue et risquent de perdre leur richesse, par exemple socialisme, marxisme, utopie.

C'est pourquoi je voudrais donner d'abord un aperçu très ramassé des idées essentielles du seul philosophe communiste qui, pendant 60 ans, s'est occupé du problème de l'utopie, l'Allemand Ernst Bloch.

## **BLOCH : LE MARXISME COMME UTOPIE CONCRETE**

Comme beaucoup de jeunes intellectuels allemands, Bloch a été fasciné par l'essor massif du mouvement socialiste. Il semblait aux alentours de 1900 qu'une nouvelle classe et une nouvelle génération étaient prêtes à jouer leur rôle historique par une action pacifique et décidée. Jamais encore, le monde n'avait vu une force sociale aussi nombreuse, aussi bien organisée, aussi disciplinée que les syndicats allemands et le SPD. Cette force se présentait au monde extérieur comme un parti marxiste et faisait grand cas de l'éducation et de la conscience de classe. Une nouvelle identité — celle du prolétariat conscient — surgissait à côté des images traditionnelles du maître et du subordonné. Ernst Bloch, étudiant en philosophie, apprit rapidement qu'à l'intérieur du mouvement, tout n'était pas aussi révolutionnaire que les slogans, les drapeaux et les citations de Marx ne le laissent croire. Le SPD avait à une écrasante majorité rejeté le révisionnisme de Bernstein, mais la direction marxiste officielle sous Kautsky était bien plus proche de Bernstein que de la petite aile radicale qui entourait Mehring, Liebknecht et Luxemburg. La capitulation de cette direction en août 1914 et les persécutions dont fut victime la minorité internationaliste amenèrent Bloch dans le camp révolutionnaire : la ligue Spartacus, le KPD, la 3<sup>me</sup> Internationale. Son attachement à ce camp alla jusqu'à lui faire écrire dans les années 37-38 une série d'articles où il justifiait complètement les procès de Moscou et l'attitude de Staline.

Sur le plan philosophique, Bloch était frappé par la faiblesse théorique de la social-démocratie, qui en dépit des slogans et résolutions, rallia massivement le camp de la guerre — « Allemands d'abord, socialistes ensuite », comme devait le souligner avec satisfaction Guillaume II.

Et pendant que d'autres critiques de gauche se préoccupaient surtout du réformisme et du manque de volonté révolutionnaire, il se mit en quête de raisons plus profondes, plus historiques de l'échec de la puissante 2<sup>me</sup> Internationale. Son œuvre très importante a culminé dans « *Le Principe Espérance* », ouvrage capital qu'il a écrit dans l'émigration aux Etats-Unis, et qu'il publia en RDA.

## **POURQUOI L'UTOPIE ?**

*« Depuis plus de deux mille ans, l'exploitation de l'homme par l'homme est supprimée dans les utopies. Les utopies sociales ont montré le contraste entre le monde de la lumière et celui de la nuit et ont peint à gros traits leur pays de lumière, où l'opprimé est debout et où le pauvre est comblé... »*

*... Il est normal que l'énorme majorité des humains n'accepte pas d'être le rebut de la terre. Mais au lieu de cela, c'est précisément l'éveil de cette majorité qui constitue dans l'histoire l'événement insolite et rare. Pour mille guerres, il n'y a même pas dix révolutions... et même quand elles ont réussi, il s'agissait davantage de faire se relayer des oppresseurs que de les supprimer. La fin de la misère : cela a paru très normal pendant une période incroyablement longue, cela a ressemblé à un conte, cela n'a été vécu que comme un rêve. »*

Pour connaître l'histoire d'un peuple ou d'une classe, nous ne nous bornons pas à étudier les données socio-économiques, juridiques et politi-

ques. Nous nous intéressons aussi aux manifestations de l'art, de la culture, à la religion, aux théories scientifiques et philosophiques. Bloch aussi fait cela, mais il met surtout l'accent sur les images demi-conscientes, indirectes que nous appelons légendes, rêves ou utopies, parce que c'est là qu'un groupe social exprime très nettement ce qui est ineffable et impensable : le rêve d'une égalité complète et de la fraternité, le rêve d'un pays de cocagne pour tous les affamés et asservis. Bloch décèle à cet égard deux patrons qui se reproduisent toujours :

- 1) une utopie, même fantastique, reflète toujours d'une certaine manière l'époque et la forme de société où elle est née;
- 2) il est des utopies qui ne sont rien d'autre qu'une fuite de et par l'imagination, une « trip » avant la lettre, et d'autres, que Bloch appelle « utopies sociales » parce qu'on y rêve comment le monde pourrait être différent et meilleur. Pour mieux comprendre sa propre époque et analyser les forces émancipatrices qu'elle recèle, il se concentre sur la seconde catégorie d'utopies.

Quelles sont les caractéristiques de ces sociétés idéales et fantasmées, comment ces caractéristiques s'accordent-elles avec la réalité historique et pourquoi ces aspects-là de la vie individuelle et collective sont-ils importants ?

### LIBERTE OU ORDRE

Dans « Le Principe Espérance », Bloch oppose l'utopie de Thomas Morus (1478-1535) à celle de Tommaso Campanella (1568-1639). Le premier rêve d'une liberté totalement démocratique, le second d'un ordre strictement règlementé.

Qu'est-ce donc que la liberté ? Il y a une liberté psychologique, des élections libres, des libertés politiques, l'autogestion. Le contenu des notions varie selon les conditions historiques et matérielles d'une société. Ainsi la bourgeoisie s'est battue au 18<sup>e</sup> siècle pour une libre compétition, contre les contraintes de l'ancien régime, et ainsi a-t-on au 19<sup>e</sup> siècle combattu cette même bourgeoisie « libérée », pour arracher le droit d'association, la liberté syndicale. Le combat démocratique a donc mené de l'émancipation du système féodal, vers une volonté de s'émanciper, de se libérer de la bourgeoisie. On voit d'ailleurs des situations analogues dans le Tiers monde, où l'on part d'un combat de libération nationale pour déboucher sur une guerre civile social-révolutionnaire contre la classe dominante nationale.

Quels sont les points essentiels que l'on trouve dans *Utopia* de Morus ?

- 1) l'abolition de la propriété privée et des classes qui y sont liées; 2) la suppression de l'Etat en tant que pouvoir sur le peuple, en tant qu'instrument aux mains de la classe dirigeante. Bloch compare ici la forme de société d'*Utopia* avec les théories d'Engels : dans une société socialiste, l'Etat doit se réduire progressivement à la fonction de « manager du processus de production », se transformer en une institution qui ne peut exercer aucune pression sur la vie sociale ou privée des gens.

Par contre Campanella propose dans sa *Civitas Solis* une tout autre image idéale, où l'ordre, la discipline et le règlement assurent le déroulement sans heurts de la vie politique et sociale, permettent une sorte de parfait Etat du bien-être (et ce modèle, nous le retrouvons dans les revendications traditionnelles et les réalisations du mouvement ouvrier et de partis social-démocrates).

Voici comment Bloch commente les diverses formes d'« ordre » :

- 1) Il existe d'abord un désordre organisé grâce auquel une société exploite ses victimes. Certes, il faut réprimer dans toute société les éléments les plus nocifs afin de rendre possible la vie sociale. Le capitalisme s'accommode même d'un contrôle minimum sur la liberté absolue des propriétaires des moyens de production, mais la part prédominante de la pression s'exerce évidemment sur les exploités et sur les mouvements révolutionnaires.

2) En principe, une société socialiste donne à chacun la chance de vivre humainement, puisque personne ne peut accéder au pouvoir d'exploiter ses semblables. Il n'y a plus besoin d'appareil politique pour endiguer l'égoïsme privé, parce qu'il n'existe plus de classe exploiteuse. L'armement ne peut servir que contre des agressions extérieures. Une société sans classe est par essence dépourvue d'antagonismes, même si les contradictions y restent nombreuses.

L'« ordre » socialiste concret sert à organiser le procès de production et à édifier le royaume de la liberté. C'est là le modèle de société idéal, dont les utopies parlent depuis les visions prophétiques de l'Ancien Testament.

La voie vers l'objectif final ne peut sans plus être libérale ou naïvement attachée aux libertés : il faut renverser le pouvoir et cela exige discipline, planification centrale et l'autorité d'une ligne politique. Pour le surplus, l'objectif final ce n'est pas l'anarchie absolue. Il faut de l'ordre, mais l'ordre ne peut être réel que dans une société sans classes, débarrassée de la propriété privée des moyens de production. « L'essence de l'ordre est l'utopie d'une libération dûe au hasard. » Cet ordre est en contradiction avec la fausse liberté civile, laquelle équivaut finalement à la liberté de faire du profit et donc d'exploiter.

La liberté concrète n'est pas le contraire de l'ordre concret. La liberté concrète, c'est la volonté socialement conquise — et l'ordre concret c'est une forme socialement conquise de société. La relation entre liberté et ordre est toujours dialectique et non pas comme chez Kant, l'identification avec la loi morale.

Bloch : le vrai contenu de l'ordre est la liberté, la volonté humaine. L'espace réel de cette liberté est l'ordre.

On trouve chez Marx une synthèse de la libre association de Morus avec l'ordre centralisé de Campanella. Une ligne directe, historique, relie Morus aux expériences sociales d'Owen, et Campanella à la société ordonnée de Saint-Simon. La faute de ces deux « socialistes utopiques » réside dans leur vision unilatérale, non-dialectique. Chez Marx, la solidarité résulte de l'harmonie entre l'individu et les forces sociales : les travailleurs qui renoncent à leur « liberté » individuelle, la liberté de briser une grève, trouvent une liberté plus riche dans l'action collective.

Bloch rapproche la signification classique d'Utopie (« de nulle part ») de sa propre interprétation révolutionnaire : l'utopie concrète est une situation qui ne s'est pas encore produite, mais qui peut être réalisée par les hommes.

Ainsi l'étude de l'histoire acquiert une fonction progressiste, une fonction d'éveilleuse des consciences. Bloch cite le passage d'une lettre de Marx à Ruge (septembre 1843) : « On verra alors que le monde a depuis longtemps possédé le rêve d'une chose dont il suffit maintenant de prendre conscience pour la posséder réellement. On verra qu'il ne s'agit pas d'un grand tiret entre le passé et l'avenir, mais de la réalisation des idées du passé. On verra enfin que l'humanité n'entreprend pas un nouveau travail, mais consciemment accomplit l'ancien ». (Karl Marx — Œuvres choisies, I, Idées NRF — 1963 — page 37.)

## LA CONTESTATION

Je fais un saut, et je passe de Bloch au « Mouvement » qui a pris son essor aux Etats-Unis en 62-63, ainsi qu'à Mai 68 en Europe occidentale.

Une nouvelle génération qui par ses traditions petites-bourgeoises mais surtout en raison de la guerre froide, n'avait aucun contact direct avec le mouvement ouvrier, découvrait soudain la lutte des classes et la révolution. Sans faire le détail, les contestataires absorbèrent tout ce qui leur tombait sous la main : stratégie des mouvements de libération nationale, anarchisme, socialisme des conseils, émancipation sexuelle, le marxisme des Manuscrits de 1844, les expériences socialistes-utopiques. A la place de Marx-Engels-Lénine, ils célébraient Bakounine, Trotsky, Reich, Guevara,

Mao et Marcuse. Le « Mouvement » n'avait pas d'organisation structurée pas de cadres politiques, pas d'unité théorique ou stratégique, et certainement pas de vues communes pour la société à construire.

Ce qui me frappe en lisant ou relisant des textes de base de ces deux moments, c'est qu'on y bute constamment sur certaines notions clés, qui expriment le même message :

— *la société post-industrielle nous a trompés* (la société dite de consommation est encore toujours une société productiviste, la notion de « partenaires sociaux » est une mystification, la démocratie est un pouvoir complexe et raffiné sur le peuple, l'aide au développement couvre une grossière exploitation);

— *le principe d'autorité marque tout le système* (« Dieu, l'Etat et la Famille » de Bakounine sert de référence pour dénoncer les structures de pouvoir patriarcal des autorités, des enseignants, des pères, des époux et des « guides spirituels »);

— *l'homme vit de pain, mais pas seulement de pain* (ainsi s'exprime une aspiration à une vie autre et meilleure, à l'encontre des expériences économicistes de la lutte des classes classique);

— *pas de représentation, mais une participation directe* (tout le pouvoir à la base, les syndicats nous ont trahis, contre le centralisme bureaucratique de l'Europe de l'Est);

— *« la patience stratégique » est un autre mot pour résignation et réformisme* (typique des slogans américains tels que *Liberté maintenant*, la *paix maintenant*, libération des femmes *tout de suite*, etc.).

L'explosion de la révolte de mai 68 a surpris tout le monde, y compris les théoriciens marxistes éprouvés (Marcuse compris), et cela seul devrait nous faire réfléchir : quelque chose s'est-il rouillé dans le camp marxiste traditionnel ou la guerre froide aurait-elle réussi à geler aussi les fronts intérieurs sociaux et mentaux ? Bien entendu, la lutte des classes quotidienne était menée, avant mai 68 aussi, par les militants syndicaux et de partis — mais l'espoir de transformations radicales révolutionnaires était refoulé dans un avenir indéterminé. Militants ouvriers et « contestataires » parlaient des langages différents; c'est ainsi que des notions incorrectes comme vieille et nouvelle gauche furent acceptées comme crédibles et utilisables par les contestataires de mai 68 et par les idéologues bourgeois. Aussi le mouvement de la nouvelle gauche fut, en dépit d'efforts sincères et volontaristes pour atteindre les ouvriers, condamné à rester marginal et à s'ensabler après quelques années folles.

Un certain nombre de contestataires trouvèrent le chemin des partis socialiste ou communiste et des organisations syndicales; une minorité militante s'isola dans une politique ultraprolétarienne archaïsante, la plupart réintégrèrent leur classe ou trouvèrent leur salut dans des avatars spiritualistes, religieux, microbiotiques ou écologistes — qui étriquaient leur révolte naguère si ample. Cet échec devrait attrister le mouvement ouvrier marxiste plus encore que l'existence de quelques dizaines de milliers de vétérans de la contestation, dont beaucoup sont à tout jamais perdus pour la politique. Car entre l'élitisme terroriste du groupe Baader-Meinhof et l'élitisme anticommuniste des « nouveaux philosophes », il s'est trouvé dans le « Mouvement » et dans la « Contestation » des trésors d'idées, d'images et de propositions. Le mouvement ouvrier ne peut plus jamais laisser dilapider pareils trésors.

## L'IMAGINATION MARXISTE AU POUVOIR

Aux thèses qu'ils estimaient périmées de la lutte des classes, les contestataires de Mai 68 opposent l'antithèse du soulèvement spontané. L'accent se déplace des nationalisations et des mesures de progrès social vers la libération personnelle de l'homme, au moyen d'une autogestion active pratiquée tant à l'entreprise qu'à l'école, dans le quartier, à la maison, au lit. Du « politique », on glisse vers les besoins et aspirations personnelles des individus dans la communauté.

Il est aisé, surtout dix ans après, de critiquer ces nouvelles revendications qualitatives. Il est plus difficile de les intégrer dans le mouvement révolutionnaire et de les y promouvoir activement. Il s'agit cependant d'entreprendre — ou de développer — cette nouvelle synthèse, dont Marx savait bien qu'elle ne pouvait procéder que d'un dur labeur.

Il est grand temps, nous semble-t-il, que les marxistes dans le mouvement ouvrier démontrent que la méthode dialectique matérialiste peut revaloriser tous les éléments valables et les intégrer comme un moment vivant de la lutte des classes.

Pareille entreprise a bien sûr un certain nombre de conséquences pratiques qui peuvent être gênantes pour certains. Si on n'élude aucune question, si on ne tient pour absolue aucune vérité, on risque de s'empêtrer dans ses propres doutes. N'est-ce pas précisément ce que Marx appelait « la critique sans pitié de ce qui existe » ? Cette mise en question lui apparaissait comme une condition pour interpréter le réel et pour le transformer. La critique ainsi conçue prépare l'action efficace, elle n'est pas un exercice intellectuel gratuit. Bien entendu, quand on parle du *réel*, la notion inclut ses propres points de vue, ceux des amis et alliés, ainsi que le « socialisme réalisé ». Cette ouverture critique et autocritique doit caractériser non seulement la forme de la recherche, mais aussi son contenu qui doit être adapté, modifié, élargi. Car enfin, pourquoi a-t-il fallu que ce soient les contestataires de mal qui soulèvent (ou exhument) des thèmes qui appartiennent à la théorie du mouvement ouvrier ?

Avec son analyse de classe et son expérience, le marxisme peut apporter beaucoup et a déjà apporté beaucoup à une juste compréhension de problèmes tels que libération de la femme, équilibre écologique, politique énergétique, rôle social de l'art et de la culture. C'est cependant d'ailleurs qu'ont surgi les débats et les actions à propos de ces problèmes et il a fallu longtemps pour qu'on s'en occupe sérieusement. Or, pour que l'énergie et les vues des groupes de base, comités de quartier, associations écologiques puissent s'intégrer dans un mouvement de gauche plus vaste il faut qu'ils puissent être confrontés à une analyse et à une stratégie alternatives bien élaborées. Cette intégration peut s'amorcer avec des alliances temporaires sur des revendications sociales et politiques précises, mais elle ne pourra réussir pleinement si elle se limite à ces revendications. La nécessité d'une révolution culturelle fondamentale avait d'ailleurs déjà été soulignée dans les premières années de l'Union Soviétique par Lénine (ainsi que par Trotsky); cette dimension de la construction socialiste se perdit dans les années trente et la structure centralisée du Komintern accentua la tendance dans les partis communistes. Il importe cependant de faire une place particulière, cet égard à deux dirigeants : Rosa Luxemburg et Antonio Gramsci, dont l'apport — très différent — a souvent été éclairant et stimulant.

Pour être scientifique et révolutionnaire, le marxisme se doit d'étudier le réel, de procéder à « l'analyse concrète de la réalité concrète ». C'est la condition de toute action sur le réel. Mais nous ne croyons pas que cette « analyse concrète de la réalité concrète » exclue le recours à l'imagination. Bien au contraire, nous sommes convaincus que l'échange, essentiellement marxiste, entre théorie et praxis postule la découverte des richesses de penseurs pas toujours « orthodoxes » au marginaux contre leur gré. Claude Prévost, dans un récent article de « *France Nouvelle* » écrit que nous avons longtemps vécu dans ce qui se découvre de plus en plus comme une fiction faussement rassurante : la « pureté » du marxisme », et il rappelle que le socialisme n'a pas à brandir « la loi » et « les prophètes ».

C'est aussi notre propos.

Il est temps, nous semble-t-il, de s'activer à une unité nouvelle, organique entre les intellectuels et le mouvement ouvrier, entre les critiques de la base et de la superstructure, et en fin de compte, entre la lutte des classes et le stimulant créatif d'une imagination concrète-utopique.

# EN DIAGONALE

## UNE NOUVELLE LOI UNIQUE

La seule surprise qu'a réservée la communication gouvernementale du 12 avril sur l'impasse budgétaire — communication tissée de banalités — c'est « le pacte avec la mort » de M. Tindemans : le Premier ministre se donnait deux mois pour mettre en œuvre un programme concret de redressement des finances de l'Etat et la réalisation de réformes économiques et financières. En cas d'échec, il prévoyait la démission du gouvernement.

C'est donc à la mi-juin au plus tard qu'expire l'échéance.

L'enjeu : une nouvelle loi unique, globalisant de vraies compressions budgétaires et d'illusoire réformes de structure. Sur la réalité des compressions, aucun doute n'est permis, et aucun doute n'est d'ailleurs entretenu par le pouvoir, qui a déjà consciencieusement raboté deux pour cent sur les budgets de 1978, y compris ceux qui pourraient être créateurs d'emplois, y compris celui du ministre Spitaels. Même le cadre spécial temporaire est raboté... Et le secrétaire d'Etat Mark Eyskens s'emploie à préciser que les « assainissements » visent prioritairement les allocations familiales, les allocations de chômage, étant entendu que tout le système de la sécurité sociale doit, à ses yeux, être « repensé ».

Autres cibles privilégiées : les finances communales et les services publics. L'orientation est donc claire : le gouvernement tient à ménager le grand capital (« Il n'y aura pas de nouveaux impôts ») et frappe les masses populaires.

L'an dernier, l'équipe Tindemans I avait tenté le même genre d'opération. Elle avait provoqué une résistance du front commun syndical et on avait connu les « vendredis de grève ».

Cette fois, l'équipe Tindemans II compte sur le PSB pour neutraliser ou endiguer le mécontentement des travailleurs. Très attentifs à ce mécontentement, les ministres socialistes ont assorti le programme de compressions budgétaires d'un volet censément compensatoire : le bon peuple ve se voir octroyer des réformes de structure, histoire de panser ses plaies d'argent.

De quelles réformes s'agit-il ? Et quelles structures pourraient-elles modifier ?

La déclaration gouvernementale prévoit une transformation de la Société Nationale d'Investissement en holding public et la création d'une banque publique. Rien n'est plus flou que les contours et pouvoirs de ces institutions. Mais rien n'est plus clair que la volonté politique de la droite, et singulièrement de MM. Tindemans, Eyskens et Geens. Il suffit de les voir à l'œuvre dans le domaine capital de la sidérurgie pour comprendre de quel côté ils se rangent : du côté des holdings qui contrôlent la sidérurgie, du côté du vicomte Davignon de la CEE, contre les travailleurs. Or dans cette opération décisive pour l'avenir de la Wallonie, où se jouent des dizaines de milliers d'emplois, il y a place pour une vraie

réforme de structure. Une proposition de loi communiste réclame la mise sous statut public de la sidérurgie, en ayant soin de soustraire tout le pouvoir de décision et de gestion aux holdings. Qui soutient cette proposition ?

Aussi, quand les naufrageurs de la sidérurgie, quand les agresseurs de la sécurité sociale parlent de réformes structurelles, il tombe sous le sens que cette formule encore prestigieuse malgré son ambiguïté, masque une escroquerie. Que le ministre socialiste Willy Claes feigne d'y croire, n'est pas tellement surprenant. Mais l'ensemble des travailleurs organisés vont-ils se laisser leurrer par la perspective de fantomatiques réformes ? Le pari des communistes aura été de refuser la mystification de la droite et d'en appeler aux forces populaires pour qu'elles dressent un barrage contre la nouvelle loi unique.

## NAISSANCE DE « TRIBUNES SOCIALISTES »

Quel impact politique pourront avoir « Tribunes socialistes » ? De quel poids pèseront la réflexion et l'action d'Ernest Glinne, Jacques Yerna, Irène Pétry, qui en sont les promoteurs, et de leurs amis, sur la lutte des forces populaires wallonnes contre l'austérité, pour l'emploi, pour un pouvoir wallon doté de moyens efficaces ?

Telle est la question qui se pose depuis le 3 avril, date du lancement du manifeste de « Tribunes socialistes ». Une question à laquelle il est trop tôt pour répondre.

On sait que c'est délibérément à l'intérieur du Parti socialiste belge que Glinne, Yerna et Pétry inscrivent leur initiative. La direction du PSB en avait été avertie le mois dernier, la conférence de presse du 3 avril a eu lieu au siège du parti, André Cools et Karel Van Miert ont accueilli le Manifeste avec une paternelle bienveillance.

Ce constat ne signifie pas que la tendance en passe de se structurer est vouée à la récupération. Que pareil risque soit inhérent à l'entreprise, il est difficile de le contester. Mais décréter d'emblée que l'entreprise relève de la mystification nous paraît sommaire et sot.

Les porte-parole de « Tribunes socialistes » entendent exercer le droit de tendance que leur donnent les statuts de leur parti. Ils se présentent comme « *des militants socialistes soucieux de contribuer, dans l'exercice de leur droit de tendance, à la diffusion des principes idéologiques socialistes définis par la Charte de Quaregnon du POB et lors du Congrès doctrinal du PSB en 1974* ».

Ce qui a alimenté leur réflexion, puis leur décision d'affirmer une certaine autonomie, c'est l'évolution du parti depuis les grèves de 1960-1961, la situation économique et sociale actuelle, les objectifs prioritaires du mouvement socialiste au-delà de sa participation cyclique au pouvoir; ce sont aussi les reculs électoraux du PSB, et depuis 1968, une désaffection de la jeunesse qui, loin du parti socialiste, trouve souvent des terrains d'action « parapolitiques » qui la captivent. Diagnostic général pour expliquer ces reculs :

« une certaine passivité sur les grands terrains de combat et de contestation ».

La crise, son ampleur, ses effets préoccupent les militants de T.S. « *L'action sociale quelle qu'elle soit et où qu'elle se déroule, doit prendre appui sur la perception de cette crise culturelle, économique et politique* ».

Le projet socialiste vise, rappellent « Tribunes socialistes », à donner aux hommes la maîtrise de leur travail, de la production, de leurs conditions de vie à l'usine comme dans le quartier, dans le cadre d'un projet global et égalitaire de développement concernant l'économie, les loisirs, la santé, la culture, la formation critique des hommes. C'est dans cette perspective, à laquelle le PSB a adhéré, que « Tribunes socialistes » propose des transformations radicales au niveau de l'entreprise d'abord, au niveau des structures de l'Etat et des grands lieux de décision économique, au niveau international. Parmi ces réformes radicales, citons : contrôle ouvrier, planification démocratique, initiative industrielle publique, socialisation des grands moyens de production, du crédit et de l'énergie, holding public, fiscalité équitable — et sur le plan international — faire une Europe des travailleurs, faire respecter la totalité des accords d'Helsinki.

Enfin, le Manifeste de T.S. affirme la nécessité de se battre pour l'avènement en Wallonie d'un gouvernement de gauche appuyé sur toutes les volontés progressistes et la mobilisation des travailleurs, pour l'exercice du pouvoir régional.

Ces « volontés progressistes », Ernest Glinne a indiqué qu'elles pourraient être, avec un PSB « sans arrogance », les prolongements politiques du Mouvement Ouvrier Chrétien, le Rassemblement wallon, le Parti communiste dont « se confirmerait le comportement eurocommuniste ». Il a été question aussi de relations privilégiées avec les porte-parole du MOC wallon.

Sur la mobilisation des travailleurs, peu de précisions ont été apportées, du moins à notre connaissance. Sans faire la leçon à personne, nous pensons que c'est une question-clé. Car si la référence au congrès idéologique de 1974 est encourageante, elle n'aura de sens pour les travailleurs wallons que si elle s'articule à leurs préoccupations les plus lancinantes, celles qui — comme le souligne le Manifeste — procèdent de l'ampleur et de la profondeur de la crise.

Plusieurs parlementaires socialistes (Burgeon, Gondry, Remacle, Sweert, Lacroix), plusieurs syndicalistes (Druart, Doucet, Moreau) ont d'ores et déjà adhéré au Manifeste de T.S. Les Jeunes socialistes déclarent s'y reconnaître. Une journée d'étude est prévue sur l'initiative publique. En automne, un colloque rassemblera tous les adhérents, pour se concerter à propos de la publication d'un mensuel. Fort bien.

Des questions surgissent néanmoins.

Quand on nous dit que le groupe de « Tribunes socialistes » situe son action dans le cadre du futur pouvoir wallon, et que dès lors le problème d'un « hiatus » avec le gouvernement Tindemans-

Hurez ne se pose pas, ne fait-on pas preuve d'une singulière myopie ? Quand on entend « dynamiser » le PSB pour y réattirer des militants désenchantés, mais qu'on ne se définit pas par rapport aux luttes ouvrières en cours, ne plane-t-on pas dans l'abstraction ?

L'enracinement du PSB dans la classe ouvrière et donc son caractère durable, sont pour nous — au même titre que le rôle considérable et dissolvant qu'y joue le courant social-démocrate — des données de la carte politique en Belgique. Dans cette optique, il nous paraît évident qu'une tendance structurée de gauche au sein du PSB est un facteur potentiel de revitalisation politique des forces ouvrières.

Encore faut-il que cette tendance de gauche ne s'en tienne pas à des discours.

Mais peut-être sommes-nous trop impatients ?

**R.L.**

## DES LOIS DE LA VIOLENCE A LA VIOLENCE DES LOIS

La réplique au terrorisme en Europe se développe largement au-delà, et à côté de mesures qui pourraient réellement le combattre. Les forces progressistes sont ainsi amenées à lutter à la fois contre l'amalgame (1) idéologique entre les groupuscules assassins et les objectifs des mouvements populaires, en même temps que contre la mise en place d'un énorme appareil juridico-policier qui, sous le couvert de lois contre la violence permettra de s'attaquer aussi à tout ce qui dérangerait le pouvoir. Cette possibilité offerte par ces soi-disant révolutionnaires doit être combattue énergiquement. Aucun mouvement progressiste ne peut admettre une quelconque indulgence envers ces actes meurtriers qui sont non seulement contraires à l'efficacité de son action, mais à son essence même. Le terrorisme n'est pas rouge, on ne le répètera pas assez (2).

Ce n'est pas en faisant renforcer l'appareil répressif des Etats capitalistes que l'on faciliterait une prise de conscience des masses populaires vis-à-vis de ces Etats. Bien au contraire, sans parler du caractère simpliste de cette thèse, on voit qu'elle entrave le développement des forces de progrès; cela apparait d'une façon très claire en Italie où l'enlèvement meurtrier d'Aldo Moro survient au moment où le parti communiste entame une nouvelle étape de son action de prise directe sur la réalité sociale. De plus l'idéologie dominante tente chaque fois un autre amalgame : celui entre un acte de banditisme pur et simple et une action prétendument révolutionnaire : le dernier en date étant l'enlèvement du baron Empain autour duquel on a essayé de faire flotter le plus longtemps possible un climat de « Brigade Rouge ».

---

(1) Voir les «C.M. » de décembre 1977.

(2) Voir les « C.M. » d'avril 1978.

Eclairer cette confusion c'est aussi s'inquiéter de voir les gouvernants européens développer des projets « d'espace judiciaire européen » (Copenhague, avril 1978) qui permettrait peut-être on ne sait quelle harmonisation des juridictions nationales altérées. Au même moment se tenait à Zurich une réunion de quatre ministres de l'Intérieur : Suisse, R.F.A., Autriche et Italie, pour discuter du « renforcement de la lutte contre les opérations terroristes qui dépassent les frontières des quatre pays ». « Cet espace judiciaire européen n'aura-t-il éventuellement ni des frontières géographiques, ni juridiques, ni politiques ? On peut le craindre.

Déjà depuis janvier 1977 le Conseil de l'Europe, a prévu l'extradition des auteurs d'actes de terrorisme dans une convention qui, comme le relevait récemment (3) le sénateur socialiste Marc-Antoine Pierson : « à fait l'objet de critiques de la part de nombreux milieux (notamment en Belgique) qui la considèrent comme dangereuse, en raison de son caractère automatique (pour n'avoir pas suffisamment égard au caractère politique de l'infraction invoquée).

La montée des périls s'effectue donc sans relâche, soutenue allégrement par les mitraillettes des truands costumés en habits rouges. La R.F.A. est en tête de l'adoption de mesures nouvelles en adoptant définitivement le 13 avril 1978 des lois antiterroristes dont l'énoncé se passe de commentaires : « Au terme de ces nouvelles lois, qui entreront en vigueur au début de la semaine prochaine, la police pourra mettre en place des barrages de contrôle sur la voie publique et retenir jusqu'à 12 heures pour vérification d'identité des personnes démunies de papiers *même si aucun soupçon ne pèse sur elles*. Les forces de l'ordre pourront également perquisitionner tous les appartements d'un immeuble en cas de présence *présumée* de terroristes.

» D'autre part, un avocat pourra être exclu d'une procédure intentée à des *terroristes présumés sur simple présomption*. » (« Le Soir » 15 avril 1978, souligné par nous.)

Déjà le procès à Paris de l'avocat Klaus Croissant (4), qui a recommencé à Stuttgart à la mi-avril 1978, avait été exemplatif car le Tribunal allemand a repris dans l'acte d'accusation des points rejetés par la Cour d'Appel de Paris qui avait, malgré tout, accordé l'extradition. Ce qui constitue une violation de la convention France-R.F.A. dans ce domaine. Nous voici de plain-pied dans le nouvel « espace judiciaire européen » d'où le droit d'asile et la défense politique seront exclus, comme le soulignait Pierre Mertens (5) à l'issue du procès Croissant à Paris (novembre 1977).

« Pour en arriver là, on avait, à plus d'un stade, pratiqué la technique de l'amalgame. Désormais la défense politique apparaît bien comme un délit en soi. Plaider pour l'auteur d'un crime politique, c'est déjà être complice. »

« Demain le droit d'asile n'existera plus, la notion de délit politique se trouvera privée de substance et la défense politique s'avé-

---

(3) « Le Soir » 15 avril 1978.

(4) Avocat allemand du groupe Beader-Meinhof qui avait demandé l'asile politique en France.

(5) Journal des Juristes Démocrates. Numéro 15 - octobre-novembre 1977.

ra impossible... Tous ces principes ne sont pas, que l'on sache, des inventions de révolutionnaires : ce sont les Etats libéraux qui les ont consacrés... Relisez donc nos constitutions modernes. »

C'est sans doute ce qu'ont fait les participants (dont la R.F.A.) à la réunion européenne du 9 avril en adoptant une « déclaration sur la démocratie » où il est dit, sans rire, que « Les chefs de gouvernement confirment leur volonté, exprimée dans la déclaration de Copenhague sur l'identité européenne, d'assurer le respect des valeurs d'ordre juridique, politique et moral auxquelles ils sont attachés et de sauvegarder les principes de la démocratie représentative, du règne de la loi, de la justice sociale et du respect des droits de l'homme. »

Nous, nous les prendrons au sérieux.

**P.G.**

## CHILI PRESENT

*« Voilà le fauteuil de M. Corvalan. Et ce fauteuil-là était celui de M. Allende... »*

Ceux qui ont vu à la télévision l'extraordinaire reportage sur le Chili de José María Berzosa se souviennent certainement de la séquence tournée dans un Sénat vide, peuplé de housses et de souvenirs, et où un huissier d'avant le 11 septembre 1973 rappelle ce qu'était naguère l'activité d'un Sénat démocratiquement élu...

Luis Corvalan a passé en avril une semaine dans notre pays, à l'invitation du Parti communiste de Belgique. Dans ses échanges avec la presse, qui furent nombreux, le secrétaire-général du PC chilien a tenu à mettre l'accent sur deux ordres de problèmes, au demeurant liés. D'une part, les « disparus », d'autre part la nécessaire élaboration d'un accord entre la Démocratie chrétienne et l'Unité populaire.

Des « disparus », il y en a environ 2.500. Il faut qu'avec l'aide de l'opinion publique internationale, on parvienne à faire avouer à la junte de Pinochet ce qu'ils sont devenus, où ils se trouvent... Ces femmes, ces hommes enlevés parfois en pleine rue, en plein jour, et qui soudain, sont gommés, « disparus », il faut que les généraux de Santiago en répondent. L'amnistie qui vient de leur être arrachée ignore les « disparus ». Luis Corvalan y a insisté avec la fermeté douce qui le caractérise : il faut libérer les disparus !

Quant aux relations entre l'Unité populaire et la DC, on conçoit sans peine qu'elles ont un impact décisif pour l'avenir du Chili, comme elles en ont eu dans le passé. En 1970, le parti de Frei s'est installé dans une opposition de plus en plus marquée à l'égard de l'Unité populaire qui avait accédé au pouvoir. Lors du putsch de 1973, elle a cru pouvoir adopter une attitude d'expectative. La répression l'a touchée à son tour, après les communistes, les socialistes, les radicaux. Depuis 1977, la Démocratie chrétienne est interdite comme parti. Lors du plébiscite du 4 janvier, elle a appelé à voter *non*.

Aujourd'hui, a montré Luis Corvalan, il y a non seulement un dialogue, mais même de partielles actions communes entre la DC

et l'U.P. Il y a pour le surplus un processus d'entente qui s'est mis en marche : les démocrates-chrétiens réclament aux aussi la libération de tous les prisonniers, le droit pour chaque Chilien de vivre dans sa patrie, le rétablissement des droits syndicaux, de la liberté de la presse, etc. Dès lors, Luis Corvalan plaide avec chaleur pour qu'un accord soit conclu entre Démocratie chrétienne et Unité populaire afin, dit-il, de mettre en place un gouvernement provisoire. Celui-ci rétablirait les libertés démocratiques, réactiverait l'économie et convoquerait une assemblée constituante, chargée d'élaborer une nouvelle charte fondamentale. « *Quand la maison est détruite, dit-il, il faut la reconstruire. Pour la reconstruire, on peut certes reprendre des matériaux anciens parmi les plus solides, mais il en faut aussi de nouveaux.* »

La maison ne sera peut-être pas reconstruite demain matin. La dictature de Pinochet, en abolissant les partis, en militarisant la politique, a modifié bien des données institutionnelles au Chili. Elle a même modifié les positions relatives de classes : la bourgeoisie monopoliste et l'oligarchie foncière se sont renforcées, cependant que la classe ouvrière était frappée par le chômage, la misère, l'émigration. Cependant, même si la terreur se prolonge, il est clair aujourd'hui que l'unité politique au sein des forces armées n'est plus qu'un leurre. En dépit de certaines ambiguïtés, l'Eglise a apporté son appui aux pauvres et aux opprimés. Et l'Unité populaire atteint un degré de cohésion qui se manifeste par des actions dans le pays, notamment sur le plan syndical.

Luis Corvalan a donc raison d'avoir confiance dans son peuple. Les témoignages répercutés par les caméras de José Maria Berosa sont ceux de citoyens souvent obscurs, qui n'ont pas été entraînés à faire de savantes analyses politiques ni à assumer de lourdes responsabilités civiques. Ils ont fait preuve — paysans, étudiants, syndicalistes, femmes de disparus, curé de campagne — d'un courage, d'une lucidité, d'une dignité admirables. Le peuple chilien vaincra.

## Propositions communistes pour une autre politique culturelle

C'est la crise : la progression globale des profits, l'augmentation-record de la productivité, la diminution relative du coût salarial coïncident avec l'aggravation des conditions de travail, la dégradation du pouvoir d'achat, un taux élevé de chômage et les fermetures d'entreprises.

La contradiction insoluble entre les intérêts des monopoles capitalistes et ceux de l'ensemble des travailleurs a ses répercussions dans tous les domaines de la vie : le social, le politique, l'idéologique, le moral, le culturel... et fonde ainsi une crise globale, une crise de société.

La salarisation des travailleurs culturels s'étend, accompagnée de mutilations dont la classe ouvrière a fait l'expérience historique ; ceux qui conservent un statut libéral ne connaissent souvent aucune garantie de revenus, de droits sociaux, de conditions de travail. La non-reconnaissance de la fonction sociale des travailleurs culturels voue une part croissante d'entre eux à la déqualification et au chômage. La disparité des situations mène à la multiplicité des formes et des voies de la prise de conscience. Cependant, l'extension des conditions d'insécurité et de dépendance oppressive a pour conséquence que c'est collectivement que les travailleurs culturels sont aujourd'hui confrontés à la question de leur ralliement au mouvement ouvrier, et notamment à ses organisations syndicales.

La perspective de changements pour les travailleurs culturels nécessite une alliance nouvelle — l'alliance entre ces travailleurs et la classe ouvrière — dans des luttes à la fois spécifiques et convergentes. Pour sceller cette alliance, il faudra dépasser les illusions et les désillusions, souvent liées à une implication très récente dans les luttes du mouvement ouvrier, dépasser aussi les attitudes passéistes et les réflexes individualistes de « privilégiés », réflexes et attitudes entretenus par la disparité des situations et utilisés par le pouvoir à des fins de division. Parallèlement, la recherche de cette alliance accélèrera chez les travailleurs culturels la maturation d'une conscience politique.

Passer de la constatation des conséquences dramatiques, matérielles et morales de la crise à la conscience de la nécessité des changements, tel est l'enjeu de la lutte des idées aujourd'hui.

## **UNIR LES TRAVAILLEURS DE LA CULTURE**

Véhicule d'idéologie, la culture ne se réduit pas à l'idéologie. Elle a son autonomie, sa spécificité.

La domination de l'idéologie bourgeoise sur une forme d'expression culturelle dite traditionnelle ou non, ne justifie pas l'abandon des outils qui lui sont consacrés ; au contraire, il convient de les sauvegarder, de les développer même, ce qui permettrait à cette forme d'expression de se transformer et notamment d'être porteuse d'autres effets idéologiques.

Le nonaccès de la classe ouvrière à telle ou telle forme d'expression culturelle n'autorise pas la condamnation de celle-ci : c'est l'indice non de sa nature de classe, mais de l'obstacle qu'opposent à son accès les conditions de vie, de travail, d'éducation.

Ces dernières années, les différents niveaux de pouvoir ont fréquemment joué sur ces contradictions pour parer d'alibis progressistes leurs atteintes à l'une ou l'autre forme culturelle. Ils favorisent ainsi une politique de division et de culpabilisation à laquelle nous opposons pour notre part une perspective d'union des travailleurs de la culture.

## **DEMOCRATISER L'ACCES A LA CULTURE**

Pour qu'il y ait épanouissement culturel, il faut que l'ensemble des travailleurs conquièrent le temps et les moyens de vivre, clé de la motivation culturelle. Ainsi seulement sera transformée la fonction sociale des travailleurs de la culture.

La science et la technique ouvrent la voie, dans la production comme hors de la production, à une élévation massive des qualifications et des responsabilités, élargissant ainsi les bases sociales de la vie culturelle, dans le travail et hors du travail. Toutefois, on constate que dans les faits — et globalement — les besoins du capitalisme vont aujourd'hui dans le sens de la déqualification et de la robotisation du travail, tant intellectuel que manuel. Les proclamations gouvernementales relatives à la « revalorisation du travail manuel » ne peuvent cacher cette réalité ni servir d'alibi. Préserver et étendre la formation, face aux attaques dont elle est l'objet sous prétexte d'économies au demeurant illusoires, fait partie du refus de s'installer dans la crise.

La lutte effective contre la ségrégation sociale en matière culturelle passe par l'encouragement systématique aux initiatives publiques ou privées visant à ancrer l'action culturelle là où les gens vivent, là où ils travaillent — et à la développer au départ de leurs préoccupations.

La réussite en profondeur et sur un plan de masse d'une telle politique d'éducation permanente des adultes est indissociable de la promotion de l'enseignement général et de l'introduction dans cet enseignement de disciplines qui en sont absentes, notamment l'initiation artistique.

## **FACE A LA MAINMISE DES PUISSANCES D'ARGENT**

Les secteurs culturels réputés rentables sont pour l'essentiel sous la coupe directe d'un nombre de plus en plus restreint de grandes sociétés qui tendent à monopoliser le marché et à subordonner la diffusion de masse à leurs intérêts matériels et idéologiques.

Cette mainmise a des effets destructeurs. Pesant à la fois sur les intérêts culturels des masses et sur l'initiative des créateurs, elle constitue un obstacle décisif à l'exercice des libertés dont se réclame abusivement le pouvoir.

La RTBF subit, elle aussi, fût-ce de manière indirecte et variable selon les rapports de force, les effets de cette emprise. Nous estimons indispensable que soit préservé, non seulement en droit mais dans les faits, le statut public de cet organisme.

Le Parti communiste de Belgique, qui a été partie prenante à l'élaboration du pacte culturel, lutte pour une application effective et généralisée des garanties assurées par ce pacte aux courants d'opinion minoritaires. Dans cet esprit, il lui paraît important de garantir l'accès de la radio-TV à tous les courants de l'opinion démocratique et de les associer à la programmation de la RTBF.

Une quadruple mission est impartie à l'Institut d'émission : information, développement culturel, éducation permanente et divertissement. De telles responsabilités exigent que la RTBF résiste aux pressions qui l'incitent à assujettir sa politique de programmation aux taux d'écoute : ceux-ci résultent eux-mêmes d'un long conditionnement du public. De la même manière, nous considérons que l'introduction de la publicité commerciale à la RTBF serait injustifiable. Cette publicité commerciale a déjà envahi illégalement nos petits écrans par l'intermédiaire de la transmission par câble qui a brisé — dans les faits — le monopole de la RTB. Notre parti soutient la revendication de la mise en service public des réseaux de télédistribution.

Toujours dans l'esprit du pacte culturel, le PCB réclame le vote d'une loi sur l'aide à la presse d'opinion, qui tend à compenser réellement les inégalités dues aux énormes différences de ressources provenant de la publicité, qui assure véritablement le pluralisme et qui exclue toute discrimination à l'égard des journaux d'opinion les plus vulnérables. De même, il soutient la revendication de la mise en service public de l'Agence Belga.

Le PCB soutient les initiatives publiques ou privées qui, dans des secteurs tels que les arts plastiques, le livre, le disque, le

cinéma, tentent de se soustraire aux impératifs du profit capitaliste pour promouvoir les valeurs humaines et les options démocratiques auxquelles celui-ci fait obstacle. La logique même de ce mouvement exige à terme un rapport de forces politiques nouveau, qui permettra par des réformes de structures antimonopolistes, de libérer la culture de la mainmise des puissances d'argent.

## **FACE A L'AUSTERITE**

En dehors de la RTBF, l'intervention budgétaire de l'Etat se limite pour l'essentiel à des expressions artistiques jusqu'ici accessibles à une minorité, ce qui témoigne de l'assimilation de la culture à un luxe.

L'Etat assure l'essentiel des maigres dépenses. Celles des provinces et communes sont réputées facultatives, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux compressions budgétaires imposées aux pouvoirs subordonnés. Cette situation relève d'une attitude anticulturelle inadmissible.

En ce qui concerne les deux ministères de la Culture, le budget culturel national qui correspondait à 2,4 % du budget de l'Etat en 1976, n'en représentait plus que 2,1 en 1977.

Plus particulièrement en ce qui concerne le budget de la Culture française, un « bouleversement budgétaire spectaculaire » est annoncé. Il augmenterait de façon considérable les possibilités du ministère. En fait, il s'agit du transfert de crédits jusqu'ici dispersés, et cette restructuration budgétaire rendra précaire toutes comparaisons chiffrées. De toutes façons, l'opération qui devait permettre au budget de la Culture française d'atteindre 0,7 % des dépenses de l'Etat, n'échappera pas à des amputations pour cause d'austérité.

Jean-Maurice Dehousse semble marquer une volonté d'écoute vis-à-vis des travailleurs culturels. Ne va-t-il pas cependant, en tant que ministre d'un gouvernement dominé par la droite, poser les problèmes en termes d'économies à réaliser ? Ne va-t-il pas se limiter à des mesures d'occupation temporaires qui ne peuvent satisfaire aux exigences d'une action socio-culturelle fructueuse ?

## **A CONTRE-CRISE**

Une véritable politique de l'emploi passe par la création d'emplois à part entière, ni marginaux, ni temporaires. Le plan Spitaels, s'il a un effet palliatif sur le plan social, n'apporte aucune solution au problème-clé de la création d'emplois nouveaux.

En matière d'enseignement artistique, l'absence de statut social du créateur a amené une situation confuse. Les mesures autoritaires prises sous le ministère Van Aal n'ont rien résolu. Nous affirmons avec force que la liaison entre création et enseignement artistique est salutaire et féconde. Autre chose est de régler le problème du cumul des charges ; une solution valable à cet égard passe par la concertation avec les organisations représentatives des travailleurs concernés.

La mise en place des pouvoirs wallon et bruxellois sera facteur d'essor, d'initiatives et de démocratie dans la mesure où ils

seront dotés de moyens politiques et financiers suffisants. C'est seulement dans de telles conditions que les pouvoirs régionaux seront en mesure, dans le cadre général du progrès culturel de la communauté de langue française, de mettre enfin un terme aux inégalités entre les régions et de promouvoir un mode de développement décentralisé, déterminé par la logique des besoins collectifs et répondant à la diversité des sensibilités.

Mais aujourd'hui la politique d'austérité qu'a choisie le gouvernement ferme la porte à tout essor culturel. Dans ce contexte, il s'agira de ne pas s'entredéchirer pour des miettes.

La réaction contre la concentration culturelle à Bruxelles-capitale ne peut mettre en péril les institutions nationales, ni les autres outils culturels existants ; elle ne peut altérer le rayonnement des activités culturelles à l'échelle de l'ensemble de la communauté, voire du pays ; elle ne peut se traduire par des transplantations artificielles et bureaucratiques.

En tout état de cause, un accroissement important de l'enveloppe budgétaire s'impose pour sortir de la pénurie et du coup par coup. Dans un premier temps, quatre revendications nous paraissent correspondre aux conditions minimales d'un développement culturel :

— 1. l'indexation automatique des subsides ;

— 2. la création de conditions financières garantissant aux structures existantes la continuité de leur effort créatif, ce qui implique notamment la révision des procédures administratives qui entraînent aujourd'hui un endettement continu (profitable aux banques) et de paralysantes difficultés de trésorerie ;

— 3. le recours à des mécanismes assurant la subsidiation sans délais d'expériences nouvelles, et stimulant leur essor ;

— 4. la mise à la disposition de l'Education permanente des adultes des moyens qu'exige l'application du décret et des arrêtés, cela dans le strict respect du pluralisme.

Pour vivre, pour se développer, la culture a besoin de libertés et de démocratie — démocratie sociale, économique, politique. C'est la raison pour laquelle nous sommes convaincus que seule une société socialiste, développant la démocratie jusqu'au bout, pourra assurer l'essor de la culture et enrichir ses rapports avec les travailleurs et l'ensemble de la population. Dans cette perspective, ce qui est essentiel aujourd'hui, c'est d'empêcher les effets destructeurs que la politique de crise exerce sur la culture, c'est d'encourager la résistance à l'asphyxie culturelle, c'est d'assurer à la culture des moyens financiers.

L'enjeu est d'importance. Il s'inscrit à contre-crise.

# Livres



## LE CHANT POÉTIQUE DE DUBRUNFAUT

par Alain Viray

« Pour Edmond Dubrunfaut, la création n'est pas un objet de luxe, mais un objet de première nécessité », écrit Alain Viray dans le très bel album qu'il consacre au grand artiste wallon.

De fait, l'appétit de vie d'Edmond Dubrunfaut trouve sa meilleure expression dans cette création-même, qu'il s'agisse de lavis, de dessins ou de peintures. Il prend toute son ampleur et tout son dynamisme quand notre homme crée des cartons de tapisserie, cartons qu'il va suivre jusqu'au bout de leur cheminement, par une forme singulière de contrôle ouvrier...

Il y a beaucoup à voir et à lire dans cet album, qui comble un vide. L'éditeur a pris grand soin des reproductions. Alain Viray les a bien choisies, en les complétant par diverses photos de Dubrunfaut, où celui-ci apparaît très classiquement comme « l'artiste au travail », mais aussi comme l'éleveur de canards et de moutons qu'il lui plaît tant d'être. Gaillard aux allures de trappeur, né dans une famille de carriers, s'il a beaucoup d'affinités avec le monde ouvrier, il est aussi un terrien. Paisible et tenace, pas très parlant, il est arrivé à ce stade de maturité qui appelle des bilans. Le bilan tracé par Viray est riche et captivant.

Dans la préface qu'elle donne au livre, Madeleine Jarry, spécialiste française de l'histoire de la tapisserie écrit : « Le foisonnement d'œuvres nouvelles, témoignage de la vitalité d'un art, n'a pu exister que par la volonté et le combat d'un groupe d'artistes décidés à faire renaître la tapisserie. Edmond Dubrunfaut est l'un de ceux-là. »

Cette volonté et ce combat pour la tapisserie sont indissociables d'un combat plus large : celui qui vise à mettre l'art « là où passent et vivent les hommes ». On lira avec intérêt les documents annexés au livre de Viray, et qui retracent les étapes essentielles de ce combat. On sait que, lancé en 1945, c'est avec « Forces murales », c'est-à-dire avec Somville, Deltour et Dubrunfaut que devait prendre corps (1947) l'aventure de l'art mural et du renouvellement de la tapisserie. Depuis lors, les mètres carrés ont proliféré, sous forme de fresques, de céramiques, de mosaïques et surtout de tapisseries. La récente exposition bruxelloise de Dubrunfaut réunit quelques-unes des plus vigoureuses et des plus éblouissantes de ces tapisseries. Y apparaissent avec éclat les qualités

qu'analyse Alain Viray : un réalisme sans cesse associé à la poésie, un extraordinaire sens du rythme et des couleurs, un vibrant amour de la vie et des hommes — et à travers tout cela (ou pour mieux exprimer tout cela) un goût scrupuleux du travail bien fait. Edmond Dubrunfaut, individu et créateur y est inimitablement lui-même, mais il est toujours en connivence avec le passé et à la recherche du futur.

Ce passé, Alain Viray le scrute attentivement. Dans la formation professionnelle d'Edmond Dubrunfaut, il souligne l'apport de Charles Counhaye et de Jean Leroy. Parmi les trésors du passé où notre homme a puisé un enrichissement de sa personnalité, il évoque les vitraux de l'abbaye de Tongerlo, la tapisserie de Tournai, « La Dame à la Licorne », mais aussi Picasso, Siqueiros et Orozco. On peut croire que même aujourd'hui, Dubrunfaut n'en a pas terminé avec sa remontée aux sources, pas plus qu'il n'en a terminé avec sa quête de techniques et de formes nouvelles. « *Notre temps est fait de tous les temps* », observe-t-il lui-même. Et il ajoute : « La culture n'est pas un bien de possession matérielle. Il faut trouver une forme de collaboration entre toutes les œuvres d'art afin de permettre à chacun de se nourrir culturellement ». C'est dans cette optique qu'avec bien d'autres, il œuvre obstinément à donner vie à la vieille proposition de loi dite proposition Masereel, qui tend à ce qu'un pourcentage minimal du budget de la construction de tout bâtiment public soit consacré aux arts plastiques et décoratifs. Il s'agit là pour lui — et avant la lettre — d'un problème d'environnement, du souci de donner aux hommes, et surtout aux hommes vivant en ville, un cadre de vie où s'intégreraient tous les arts — architecture, sculpture, peinture, céramique, tapisserie, mosaïque, etc.

Une œuvre généreuse, ouverte sur les joies et les combats humains. Un album fervent.

**R.L.**

---

Alain Viray : « Le chant poétique de Dubrunfaut », chez André Derache, 256 pages avec 60 reproductions en couleur, 1.800 F.



William S. Burroughs, un grand artiste américain, devant son conseil d'administration. C'est encore lui qui...

...est ministre du pain de viande. Ses conseils, acceptés par le conseil d'administration. C'est encore lui qui...

# Revue



## Socialisme

Le numéro 145 de « Socialisme » (daté de février 1978) est presque entièrement consacré à Victor Larock, mort voici un an. Il réunit des textes souvent nouveaux, et apporte sur l'ancien journaliste, député et ministre socialiste de précieux éléments d'information.

Avec Denis Marion et Stéphane Cordier, c'est la période de l'hebdomadaire « Combat » qui est d'abord évoquée : « Combat » antifasciste qui entend rallier tous ceux qui veulent opposer un barrage à la montée fasciste, tous ceux qui soutiennent l'Espagne républicaine.

José Gotovitch nous fait découvrir le Larock « théoricien du nouveau », travaillant dans la clandestinité. L'étude à laquelle s'est livré Gotovitch montre l'important rôle personnel joué par Victor Larock dans un effort collectif de réflexion sur les causes de l'effondrement du POB, et sur les voies et moyens de sa rénovation (notamment) doctrinale. C'est, écrit-il, Larock qui donne « la formulation la plus cohérente » aux idées qui auront finalement l'assentiment de la majorité : idées en faveur d'un parti socialiste « retrouvant son inspiration première », luttant pour l'établissement d'une société sans classes. C'est Larock qui insiste sur la possibilité de gouverner effectivement contre la minorité capitaliste, et sur la nécessité pour les ministres du parti de demeurer sous son contrôle, acceptant sa discipline. Et c'est encore lui qui,

au congrès de la victoire, en juin 1945, fera adopter le maintien intégral de la Charte de Quaregnon...

A ce chapitre, Robert Abs ajoute une série de notes sur l'apport de Victor Larock en matière de restructuration du PSB, à la même époque.

Quant à Oscar Debunne, il raconte comment Larock contribua à reconstituer l'Internationale socialiste. Pour V.L., note Debunne, l'Internationale socialiste est notamment un moyen de « renforcer et de coordonner les moyens d'action des partis socialistes européens occidentaux dans leur lutte, sociale et économique, contre les crises engendrées par le capitalisme ».

De Larock-journaliste, on lira avec intérêt les témoignages « en direct » de Kurt Grunenbaum et de Robert Falony. Le parlementaire, le ministre (au Commerce extérieur, puis à l'Education nationale) sont évoqués successivement par Hervé Brouhon, Max Wéry, Pierre Vanbergen.

On nous permettra de trouver plus substantiel le commentaire d'ensemble écrit par Pierre Vermeylen que celui que signe Henri Simonet. Vermeylen a le mérite de montrer que si les références de Larock à Marx et au marxisme sont fréquentes et sérieuses, son marxisme est « celui de Jaurès et Vandervelde ». Sans doute cela mériterait-il encore des développements, mais la notation paraît juste.

Militant socialiste d'une grande sincérité et d'une rare rigueur de

pensée, Victor Larock était un polémiste redoutable. Pas seulement pour la droite : pendant toute la période de la guerre froide, les échanges polémiques avec la presse communiste furent dépourvus d'aménité. Les dernières années de sa vie, Larock les a vouées à la lutte pour la paix et le désarmement. Il l'a fait avec efficacité et probité.

Dans la même livraison, des notes sur l'Angola, sur la conférence des leaders socialistes à Tokyo en décembre 1977, sur la Convention du PSB relative aux droits des femmes et, comme d'habitude, une revue des livres et des revues.

100 F le numéro — Socialisme, 13, Bd de l'Empereur, 1000 Bruxelles — Tél. : (02) 513.82.70.

## La Revue nouvelle

Thème central de la livraison d'avril de la R.N. : le viol. « *Pour vous convaincre de sa proximité. Pas seulement comme objet de recherches psycho-sociologiques, ni comme terrain artificiellement privilégié du mouvement des femmes, mais comme un fait très réel, quotidien, blessant, à proscrire.* »

L'émission télévisée « A suivre » qui a traité le même problème en utilisant le même dossier a encore ajouté à sa force : l'image a décidément un pouvoir de conviction, d'authentification incomparable.

Marie Denis, Jacqueline Aubenas, Annie Lusiani, Anne Polsenaere, Henri Wesoly se relaient pour convaincre de la quotidienneté, de la banalité du viol — et aussi de son intolérabilité. Faire en sorte que les victimes ne se sentent pas culpabilisées et osent porter plainte (quelle que soit la difficulté de l'entreprise) est un premier objectif. La culpabilisation des victimes n'est-ce pas un procédé familier ? Les chômeurs et les malades en savent quelque chose... Un droit aussi élémentaire que celui, pour les femmes, de pouvoir circuler tranquillement dans la cité doit être revendiqué — calmement et fermement.

Autres sujets abordés par la RN : la médecine du travail — ses mérites et ses limites, Stuyvenberg et ce qui l'a précédé, encore le statut des enseignants, les réflexions d'un historien catholique Roger Aubert, sur un ouvrage consacré à la démocratie chrétienne par un autre historien catholique.

Et puis, toutes les petites chroniques dites « Rose des vents » ou « Politique du mois », qui sont ce mois-ci, particulièrement denses.

140 F. le numéro — La Revue nouvelle, av. Van Volxem, 305, à 1190 Bruxelles — Tél. (02) 343.67.98.

## Bulletin de la FAR

Le numéro double 85/86 du Bulletin de la Fondation André Renard, diffusé en avril présente un intérêt tout particulier. C'est à un thème actuel et complexe que s'est attaqué, non sans succès, Jean Auger : celui des internationales syndicales, qui en dépit d'effectifs impressionnants connaissent des difficultés graves. La Confédération mondiale du travail (CMT) a été remise en cause lors de son dernier congrès, en octobre 1977, et la CFDT française a suspendu sa participation aux travaux de cet organisme. La Fédération syndicale mondiale traverse une période de revisions déchirantes et un effort est mené par certaines de ses organisations adhérentes pour réaliser sa rénovation en profondeur. Au sein de la CISL, le clivage entre syndicats ayant une pratique réformiste et syndicats de lutte de classe s'est précisé. Ailleurs, des organisations nouvelles sont nées, telles l'Organisation de l'unité syndicale africaine (OUSA) ou la Confédération syndicale des pays arabes (CISA), tandis que s'est constituée en Europe une organisation internationale « régionale » : la Confédération européenne des syndicats, qui s'obstine à refuser l'adhésion de la CGT française.

Pourquoi ce brassage, pourquoi ce processus de restructuration, de fractures et de naissances ? La réponse à ces questions n'est pas

une. Dans les pays en voie de développement, les points de départ sont bien entendu très différents des situations de l'Europe développée. Mais partout est posé le problème de l'unification du mouvement syndical, et dans tous les pays capitalistes est posé le problème d'une stratégie commune contre les multinationales. Car on le devine, outre une évolution politique et idéologique qui a modifié bien des données en une trentaine d'années, l'évolution même du capitalisme et l'ampleur de la crise interpellent directement les travailleurs et leurs organisations.

L'étude que publie le Bulletin de la FAR passe en revue quelques problèmes essentiels et fournit quantité de données sur les diverses structures syndicales ainsi que sur l'OIT. Voici sa conclusion : *« Ce qui importe au-delà des mots, des termes, des phrases, de l'idéologie proclamée, c'est une pratique de lutte de classe et de masse sur des problèmes et des revendications concrètes. C'est l'unité qui se réalisera souvent au départ sur le plus petit commun dénominateur mais qui réunira des centrales syndicales diverses et de pays différents. Il faudra encore beaucoup*

*de temps pour que la phrase de Karl Marx « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » débouche sur une pratique. L'essentiel est de commencer et de ne pas tomber dans le piège d'une gestion social-démocrate qui convient assez bien au patronat pour gérer la crise dans les différents pays d'Europe occidentale ».*

C'est, en effet, l'essentiel...

Signalons que la même livraison double du Bulletin de la FAR publie deux études de droit social, l'une sur la sécurité sociale des chauffeurs de taxis, par J.Cl. Bodson — l'autre sur « Des grévistes devant les tribunaux du travail », par Gennen, Bodson et Stalport. Il s'agit de cas de travailleurs licenciés pour fait de grève, chez Volkswagen, Hertz, Caterpillar et aux ACEC.

Enfin Louis Tordeurs rend compte du colloque organisé par la FAR sur le sujet « Capital et développement économique », dont les Cahiers marxistes ont parlé dans le numéro de janvier 1978.

100 F le numéro double — Fondation André Renard, Place St Paul, 9 4000 Liège. Tél. : (041) 23.98.40.

# S.O.S. sidérurgie

*Collection du G.E.M., éditée par  
Le Monde Entier sous l'égide de  
la Fondation Jacquemotte*

200 F + 15 F de port à verser au  
CCP 000-0742094-44 de la librairie « Du  
Monde entier »



Encore disponibles :

**Le dossier ENERGIE** (N° double septembre-octobre 1977)

**Désarmement**, par Jean Du Bosch mars 1978

**Le plan Claes**, par Pierre Joye mars 1978

**Après Stuyvenberg, quelle Belgique demain ?**  
par R. Lewin avril 1978

**Vue interne du Plan Spitaels**,  
par José Le Lame avril 1978

**Le Catéchisme du Peuple d'A. Defuisseaux**,  
par Jean Puissant mars et avril 1978

**Où va le FDF ?** par Jacques Moins décembre 1977

L'abonnement annuel aux Cahiers marxistes  
(dix livraisons)  
est fixé à 500 F,  
montant qui se réduit à 250 F pour les moins de 25 ans.  
Etranger : 600 F.

Vos suggestions et observations sur le contenu de la  
revue seront bienvenues.

Adresse :  
20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles  
Tél. 02/512.90.12  
CCP 000 0188745 80 de la Fondation J. Jacquemotte

A paraître prochainement :

- Quel socialisme pour la Belgique ?
- Crise et commerce extérieur
- L'absentéisme à l'entreprise

Auteur-éditeur responsable et correspondance :

Rosine Lewin / rédacteur en chef  
Avenue de Stalingrad. 18-20, 1000 Bruxelles

60 F